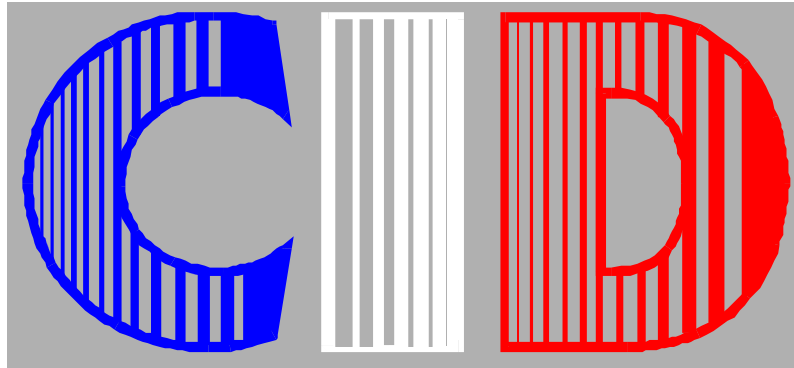


COLLEGE INTERARMEES



D E D E F E N S E

# **CREATION DE LA NATIONALITE MUSULMANE EN BOSNIE ET HERZEGOVINE**

Mémoire de géopolitique

du lieutenant de vaisseau François BUJ  
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique de l'islam »

Directeur : professeur Mustapha BENCHENANE  
de l'université de Saint Etienne

Avril 2001

CREATION DE LA NATIONALITE MUSULMANE  
EN BOSNIE ET HERZEGOVINE

**SOMMAIRE**

**Partie I :**

**Histoire confuse et conflictuelle**

Le Royaume de Bosnie

L'islamisation de la Bosnie et Herzégovine

La première « cohabitation » des musulmans

Les confessions deviennent nations

**Partie II :**

La produit d'une « cuisine » yougoslave

Les relations interconfessionnelles de l'entre deux guerres

L'Organisation musulmane yougoslave

Les musulmans durant la Deuxième guerre mondiale

La troisième et « dernière » Yougoslavie

Les musulmans deviennent nation

**Partie III :**

La situation actuelle

Une nouvelle Bosnie et Herzégovine

Les Accords de Dayton

L'islamisme en Bosnie et Herzégovine

## INTRODUCTION

**L**es musulmans qui habitent la Bosnie et Herzégovine formaient, depuis 1974, une nationalité musulmane et ils étaient les seuls à avoir une nationalité qui porte le même nom que leur religion. Entre 1971, l'année du premier recensement yougoslave qui mentionne l'ethnie musulmane, et 1991 en Yougoslavie il était important de faire la différence entre musulman, personne de confession musulmane et Musulman, personne de nationalité musulmane. Jusqu'en 1990, il existait des Musulmans, appellation ethnique, qui n'étaient pas musulmans, appellation confessionnelle, mais ils étaient communistes ou athées. Cette curiosité de l'histoire de la Yougoslavie communiste est sans aucun doute un événement duquel nous devons nous approcher attentivement, en plus du fait que cette région, même six ans après les derniers conflits armés et les très connus Accords de Dayton, ne se présente pas encore comme une région stable mais comme une des régions de plus grande insécurité dans le monde. Qui sont ces Musulmans, en 1993 devenus Bosniaques ? La dénomination utilisée par les musulmans de Bosnie et Herzégovine eux-mêmes durant l'histoire est très variée et elle dépend de la situation : Turcs, Slaves, Croates, Serbes, Yougoslaves, Musulmans et finalement Bosniaques.

Ce sujet ne peut être traité correctement qu'en faisant un voyage dans le passé. C'est la seule façon de comprendre les relations interconfessionnelles/interethniques actuelles et de voir plus clair le déroulement des événements pour les années qui suivent en Bosnie et Herzégovine. Dans la première partie, nous montrerons les faits historiques qui ont précédé l'occupation ottomane, pour aborder ensuite l'islamisation de la Bosnie et Herzégovine. Enfin, nous allons voir que la présence de Slaves islamisés sur le territoire de la Bosnie et Herzégovine a posé de grands problèmes à l'Empire austro-hongrois surtout pendant le processus d'identification nationale des communautés religieuses. Dans la deuxième partie, nous allons arriver au début du siècle pour voir comment se sont organisés les musulmans dans le Royaume de Yougoslavie, puis nous passerons par la Deuxième guerre mondiale en montrant les positions prises par les musulmans dans différents camps et nous finirons en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, pays d'égalité entre peuples, pour voir comment les communistes ont créé une nation musulmane pour régler les problèmes nationaux qui existait. Dans la troisième partie, nous verrons que la création d'une nouvelle nation au 20<sup>ème</sup> siècle en Bosnie et Herzégovine a fait que cette république a réussi à devenir un pays après l'éclatement de la Yougoslavie, mais malheureusement, les problèmes ne sont pas encore entièrement résolus.

Puisque ce mémoire ne traite pas de nation, je vais très brièvement évoquer quelques réflexions sur la nation. Tous d'abord, nous avons besoin de savoir ce qu'est une nation. D'après la Bible, Genèse 11, les nations ont été créées quand Dieu est descendu sur terre pour punir les hommes qui avaient bâti la Tour de Babel, et il dit : « Voici que tous font un seul peuple et parlent une seule langue, et tel est le début de leurs entreprises ! Maintenant, aucun dessein ne sera irréalisable pour eux ; Allons ! Descendons ! Et là, confondons leur langage pour qu'ils ne s'entendent plus les uns les autres ». Cette histoire pouvait être réelle pour le temps où la Bible a été écrite, mais nous sommes sûrs que la langue aujourd'hui n'est plus la seule et plus importante différence entre nations. Elle n'avait aucune importance pour la création de la nation musulmane. Si nous consultons les encyclopédies, nous pouvons trouver qu' « une nation est un groupement ethnique, religieux, linguistique, économique, géographique, historique, qui se caractérise d'un vouloir vivre collectif et ne coïncide pas toujours avec un Etat au sens juridique ». Autre part, nous pouvons lire que la nation est un « groupe humain partageant la conscience de son unité cimentée par une même histoire ; par extension, groupe installé sur un même territoire et constituant une entité politique. C'est la volonté de vivre en commun parce qu'on partage une langue, une histoire, des intérêts, qui constitue le fondement de la cohésion nationale. La nation se distingue donc de l'Etat, organisation plus ou moins plaquée sur elle : une nation peut se répartir dans plusieurs Etat, et un Etat englober plusieurs nations ». Il est intéressant de voir que l'Encyclopedia Universalis nous apprend que « la nation n'est pas une réalité concrète, mais une idée ». Finalement, il est vrai que toutes ces définitions peuvent être utilisées pour confirmer le besoin de la création de la nation Musulmane en Bosnie et Herzégovine. En même temps aucune de ces définitions n'est assez complète pour démontrer la nécessité de la création d'encore une nation supplémentaire sur un territoire où le schisme entre les églises, catholique et orthodoxe, a déjà partagé les peuples qui étaient en train de devenir une nation, les Slaves du sud ou Yougoslaves. L'héritage de cette innovation ethnique à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, a laissé de très profondes traces durant les dernières guerres sur la péninsule balkanique. L'existence de cette « troisième nation » en Bosnie et Herzégovine a prolongé la guerre et elle rend difficile le retour de la stabilité dans la région. Le but de ces explications est de pouvoir suivre tout au long de mon mémoire les composantes d'une nation données par les encyclopédies.

## **PARTIE I :**

### **HISTOIRE CONFUSE ET CONFLICTUELLE**

#### **1.1. LE ROYAUME DE BOSNIE:**

**L**a religion musulmane a été importée sur le territoire de la Bosnie et Herzégovine par les Ottomans. Nous allons commencer par la période qui a précédé l'arrivée des envahisseurs ottomans, c'est-à-dire au 12<sup>ème</sup> siècle, mais, après avoir rappelé le schisme de l'église chrétienne dont la frontière passait par le Royaume de Bosnie. Nous y trouverons des faits historiques qui seront importants pour les décideurs du 20<sup>ème</sup> siècle. La Bosnie et Herzégovine n'est pas un pays qui a existé pour la première fois en 1992. Même avant l'arrivée des Ottomans, sur ce territoire était établi un royaume indépendant, qui s'appelait soit Royaume de Bosnie (Bosna - rivière dans la partie centrale de la Bosnie) soit Royaume de Rama (Rama – rivière dans la partie centrale de la Bosnie). Dans la période qui précédait le 12<sup>ème</sup> siècle, des parties du territoire de la Bosnie et Herzégovine étaient des éléments constitutifs soit du Royaume de Croatie soit du Royaume serbe. Le Royaume de Bosnie était dirigé par un ban, vice-roi. La confusion de la situation sur ce territoire du moyen âge est semblable de celle d'aujourd'hui. Coincée entre la Croatie pannonienne<sup>1</sup> et la Croatie dalmate, la Bosnie pouvait difficilement échapper à une quelconque emprise croate ou, à partir de 1102, croato-hongroise. Cependant, le relief montagneux, qui en rendait l'accès difficile, devait nécessairement réduire cette emprise à une suzeraineté nominale. Cependant, aucune barrière naturelle ne permettait de contenir les invasions venues de l'est. La vallée de la Drina<sup>2</sup> formait, et forme aujourd'hui, une frontière beaucoup plus facile à franchir. Les frontières naturelles de la Bosnie et Herzégovine, qui existent depuis le 9<sup>ème</sup> siècle, ont eu pour résultat le détachement progressif de la Bosnie et Herzégovine de la Croatie, dont elle avait fait partie à l'origine. Si l'on ajoute à cela les changements fréquents de souverain, le Royaume de Bosnie avait acquis à cette époque une individualité politique et sociale qui le distinguait des pays croates au sens propre.

A partir des années 1180 et pendant près d'un quart de siècle, grâce à Kulin, la Bosnie connut une exceptionnelle période d'indépendance, de paix et de prospérité, qui marqua les consciences au point qu'on parlait encore, il y a peu, du « temps du ban Kulin » pour désigner un Âge d'Or révolu. L'existence d'un Etat était consolidée. Puisque les Hongrois ne réussissent pas à vaincre la Bosnie militairement, ils jouent sur la carte religieuse. Les

Hongrois s'employèrent à démontrer que la Bosnie était un foyer d'hérésie, afin d'obtenir du Pape la mission d'y mener croisade et d'y restaurer ainsi leur autorité. Après plusieurs années de négociation diplomatique, les Hongrois entreprennent plusieurs croisades dont la première date de 1225 et la dernière de 1253. Un autre pas fut franchi par le Pape Innocent IV vers 1252 lorsque l'évêché de Bosnie fut retiré à la juridiction de l'archevêque de Raguse (Dubrovnik) pour être soumise à celle de l'archevêque hongrois de Kalosca. Cette décision pontificale déboucha sur un schisme, les catholiques de Bosnie refusant de s'y plier et rompant les liens avec Rome. Les croisades hongroises furent des échecs en final même si elles leurs ont permis de prendre des parties Nord du Royaume de Bosnie. Au siècle suivant la Bosnie s'étendait territorialement aux dépend de ses voisins croate et serbe, au point d'atteindre, voire de dépasser, les frontières actuelles de la Bosnie et Herzégovine. Elle connut également, sous l'impulsion des habitants de Raguse, aujourd'hui Dubrovnik, un développement économique sans précédent dans son histoire. La Bosnie exportait les minerais et certains produits artisanaux et importait des produits de luxe pour les grands seigneurs, dont le train de vie, les goûts et les mœurs s'étaient alignés sur ceux des princes d'Italie, au point de faire de la Bosnie l'un des hauts lieux de la civilisation médiévale. L'essentiel des échanges commerciaux était contrôlé sur place par les Croates de Raguse, qui possédaient un monopole sur l'argent, et transitaient par Raguse.

À la mort de Tvrtko et pendant près de trois quarts de siècle, jusqu'à ce que les Ottomans y mettent un terme en imposant leur ordre, le Royaume de Bosnie sombra dans l'anarchie seigneuriale. Les Ottomans avaient pris pied dans les Balkans dès 1346, et en 1386, les Ottomans lancèrent une première incursion, razzia, contre la Bosnie. Ils contribuèrent à l'aggravation de l'anarchie seigneuriale en participant aux querelles entre nobles chrétiens et en les attisant parfois. De même furent-ils largement responsables de la détérioration dramatique de la situation des paysans, sur lesquels pesait la charge de l'énorme tribut que la Bosnie versait au Sultan depuis 1428. Mais, ils eurent l'habileté de présenter l'ordre ottoman comme une alternative aux sanglants désordres internes que connaissait le pays et de promettre aux paysans de les délivrer du joug seigneurial. Le dernier roi de Bosnie, Stjepan Tomašević (1461-1463) se plaignait de ce que ses paysans désertaient ses domaines pour les territoires aux mains des Ottomans, où ceux qui embrassaient l'islam se voyaient garantir la pleine propriété d'un bout de terre. Le succès de la propagande ottomane et le contre modèle que représentait effectivement la partie occupée de la Bosnie expliquent à la fois la faible résistance en Bosnie face à l'assaut final des Ottomans en 1463 et les premières conversions d'autochtones à l'islam, qui précédèrent l'ottomanisation complète de la Bosnie. En 1459, l'église de Bosnie fut supprimée et, malgré un petit nombre d'adeptes reconvertis au

catholicisme, la plupart fuirent à l'étranger. Peu de temps après, entre 1460 et 1462, les Ottomans se saisirent du bassin minier de Bosnie orientale, puis ils se lancèrent en mai et juin 1463 à la conquête des domaines du roi. Lui-même fut exécuté.

## **1.2. L'ISLAMISATION DE LA BOSNIE ET HERZEGOVINE :**

Que s'est-il passé avec la Bosnie et Herzégovine pendant la période ottomane ? Nous pouvons constater que l'occupation ottomane de la Bosnie et Herzégovine, ou plus exactement son intégration dans l'empire ottoman, n'aura mis en cause ni son intégrité territoriale, ni son identité slave, ni, enfin sa multiconfessionnalité. Bien qu'elle soit devenue majoritairement musulmane la Bosnie et Herzégovine demeura un pays slave : son islamisation ne fut pas le résultat d'une colonisation par des éléments turco-musulmans, mais, pour l'essentiel, celui d'une conversion massive des autochtones. Le changement le plus évident consista en ce que la Bosnie perdit son indépendance chèrement acquise au cours du Moyen âge. L'ancien Royaume de Bosnie fut d'abord divisé en trois régions: le sandjak de Bosnie, le sandjak d'Herzégovine et le sandjak de Zvornik. Tous trois comprenaient, en plus des anciens territoires du Royaume de Bosnie, une frange occidentale de ce qui avait été la Serbie. La période de la domination ottomane est celle où l'islam a été introduit en Bosnie et Herzégovine. Cela représente l'arrivée d'une troisième grande religion sur le territoire du partage de l'ancien Empire de Rome et sur le territoire qui, depuis le 11<sup>ème</sup> siècle, subit les conséquences très rudes du passage de la frontière entre le catholicisme et l'orthodoxie, ce qui donnait une situation confessionnelle très tendue à la veille de la conquête des Ottomans. Avec l'expansion de la population croate de Raguse dans les grandes villes et l'expansion du pouvoir des seigneurs croates en Bosnie, la religion catholique était très répandue et très influente, particulièrement dans les villes. Avant la conquête ottomane, l'orthodoxie n'était guère présente qu'en Herzégovine, anciennement serbe. L'installation des Valaques, accompagnés de leurs prêtres orthodoxes, dans les territoires partiellement dépeuplés de la Bosnie et Herzégovine permit à l'orthodoxie non seulement de reconquérir les positions perdues au profit du catholicisme pendant le dernier demi-siècle de l'indépendance de la Bosnie, mais aussi d'affirmer sa prédominance sur l'Eglise catholique dans la plupart des endroits où l'orthodoxie n'était pas représentée. La seule colonisation valaque n'aurait pas suffi à assurer cette prédominance si, par ailleurs, l'Eglise orthodoxe n'avait bénéficié de l'actif soutien des autorités ottomanes. Ce soutien s'explique bien évidemment par des raisons politiques : tandis que le Pape demeurait hors de portée des Ottomans et apparut longtemps comme leur pire ennemi, organisant contre eux croisade sur croisade, les principaux dignitaires orthodoxes des Balkans, le patriarche de

Constantinople et l'archevêque d'Ohrid, aussi bien que l'évêque de Smederevo était sous leur contrôle et témoignaient par leur violent anti-papisme d'une évidente communauté de vue de la Porte.

Beaucoup de catholiques, imités par des orthodoxes et quelques-uns des derniers fidèles de l'Eglise de Bosnie, choisirent, quant à eux, de passer à l'islam. Ce qui ne fait pas de doute, c'est que ce choix a été à la fois volontaire, pour ceux qui n'ont pas fuit cette période de l'histoire de la Bosnie, précoce et massivement suivi : autant de caractéristiques qu'on ne retrouve nulle part ailleurs dans les Balkans. Une des premières raisons de l'islamisation massive en Bosnie et Herzégovine pouvait être la conversion des anciens seigneurs du Royaume de Bosnie, considérés assez justement comme les protecteurs de l'Eglise de Bosnie autonome, à la religion du vainqueur pour pouvoir conserver leurs biens et leur position, entraînant dans leur sillage leurs hommes et leurs paysans. L'ampleur de l'islamisation des nobles nous est définitivement inconnue, mais supposée, selon certains chercheurs, modeste.

Un autre évènement important de la période ottomane de la Bosnie et Herzégovine fut le devchirme, recrutement forcé d'enfants chrétiens et d'enfants musulmans pour le service du Sultan . Enlevés à leurs familles, sans que nécessairement tout lien soit rompu avec elles, ces enfants ou ces adolescents, âgés de 7 à 20 ans, étaient d'abord islamisés et placés dans des familles anatoliennes pour y apprendre le turc. Ils étaient ensuite affectés à des travaux de forces destinés à les endurcir, avant de recevoir une formation militaire et d'être versés dans le corps de janissaires. Les plus doués, tant sur le plan physique qu'intellectuel, entamaient, après un séjour de plusieurs années dans le palais du Sultan où leur était prodigué un enseignement complet par les « meilleurs maîtres », une carrière dans la cavalerie de la Porte, l'unité la plus prestigieuse de l'armée ottomane, ou dans la haute administration de l'Empire. Ainsi, bien qu'ils aient eu le statut d' « esclaves de la Porte », les « garçons » du devchirme, formèrent longtemps non seulement l'élite militaire de l'Empire, mais également l'essentiel de sa classe dirigeante. Depuis le règne de Mehmed II jusqu'à la fin du 17<sup>ème</sup> siècle, la plupart des grands vizirs, les chefs du gouvernement impérial, provinrent du devchirme . L'entrée de l'intéressé au service du Sultan et les succès qu'il connaissait éventuellement dans sa carrière militaire, voire politique, pouvaient avoir pour sa famille, voire pour son village ou sa ville d'origine, des retombées extrêmement positives. La Bosnie et Herzégovine fut, avec l'Albanie, la province de l'Empire la plus touchée par la pratique du devchirme qui n'y visait pas que les chrétiens, mais aussi les poturi<sup>3</sup> clairement identifiés comme crypto-chrétiens. Certaines catégories de jeunes gens échappaient au devchirme : les fils uniques, les orphelins, les jeunes gens mariés, les enfants des chefs de villages, les bergers et les bouviers, les jeunes

artisans, ainsi que les rejetons des couches sociales privilégiées, les mineurs et les commerçants.

Un troisième moteur de l'islamisation, était la situation économique en Bosnie et Herzégovine. L'Eglise orthodoxe, ayant reçu des autorités ottomanes le droit de percevoir une dîme sur les catholiques, en exigeait le paiement. La fiscalité discriminatoire à l'égard des zimni<sup>4</sup> a souvent été présentée comme un moyen de pression destiné à favoriser les conversions. Par exemple, à Gornja Tuzla en 1533, les familles chrétiennes avaient dix fois plus d'impôts à payer que les familles musulmanes.

Il est très difficile de savoir combien d'islamisés ont été convertit pour une des raisons expliquées dans les paragraphes précédents. Certains chercheurs ont pu mettre en évidence l'ampleur et la rapidité du processus d'islamisation en Bosnie grâce à l'étude des defter<sup>5</sup>, des registres d'imposition tenus par l'administration ottomane. A la lecture du premier defter établi en Bosnie et Herzégovine en 1468, il apparaît que la partie centrale et orientale de celle-ci, aux mains des Ottomans, comptait alors une proportion minime de musulmans : 332 foyers contre 37272 foyers chrétiens. Les musulmans, qui, pour la majorité d'entre eux, étaient de simples paysans, habitaient la seule région de Sarajevo. Dans le sandjak<sup>6</sup> de Bosnie, le defter de 1485 dénombrait 4134 familles musulmanes sur un chiffre total de 34734 familles chrétiennes, celui de 1489, 4485 familles musulmanes sur 30885, et, enfin, ceux de 1520 à 1535, 16935 d'entre elles sur 36554. La proportion de musulmans était donc passée de 1% en 1468, à 12%, en 1485, et 15%, en 1489, pour atteindre 47% dans les deuxième et troisième décennies du 16<sup>ème</sup> siècle. Notons, en outre, que les registres, pas plus qu'ils n'établissaient de distinction entre les chrétiens des diverses confessions, n'indiquaient l'origine confessionnelle des islamisés. Il semblerait cependant que ce soit les catholiques qui, du fait même de leur statut particulièrement précaire, aient été les plus nombreux à choisir l'émigration ou la conversion à l'islam. Aussi ne saurait-on être surpris par le fait qu'en tant que composante religieuse, le catholicisme rétrogradât, en l'espace de deux siècles, de la première à la troisième place.

Pour la Porte, la conversion représentait moins un engagement de nature religieuse qu'un acte politique traduisant en quelque sorte la reddition sans condition des habitants de la Bosnie et Herzégovine qui l'accomplissaient. Elle s'efforça malgré tout de la doubler d'une acculturation, c'est-à-dire d'une assimilation et d'une intériorisation par les islamisés des normes idéologiques et culturelles ottomanes. Le devchirme et l'urbanisation de la Bosnie réalisée sous son égide l'y aidèrent. Il semblerait que le phénomène des conversions massives, de chrétiens à l'islam, de catholiques à l'orthodoxie, ait, pour l'essentiel, pris fin au 17<sup>ème</sup> siècle et la conversion se limitait à une simple déclaration auprès du kadi<sup>7</sup>, suivie d'un

changement de nom et de prénom. Il n'y aura plus ensuite que de conversions individuelles, sauf sur le territoire du futur sandjak de Novi Pazar, situé à l'extrémité orientale du sandjak de Bosnie, où le flux des conversions, « contraintes ou librement acceptées », se poursuivit jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle. La cause probable du coup d'arrêt porté à l'islamisation réside dans le fait qu'il ne suffisait plus de se déclarer musulman pour être considéré comme tel par les autorités ottomanes, la reconnaissance de la qualité de musulman étant désormais liée à un « stage », souvent long de plusieurs mois, au cours duquel les impétrants devaient apprendre et assimiler les fondements de la religion islamique.

Cette interruption des changements de dénomination religieuse affectant des groupes entiers explique que la stabilité se soit progressivement substituée à l'extrême mobilité des appartenances religieuses qui caractérisait, depuis le Moyen âge, la multiconfessionnalité dans la Bosnie et Herzégovine. Dotées chacune par les Ottomans d'un statut juridique particulier, les diverses confessions se transformèrent en communautés fermées à vocation endogamique. Des exceptions existèrent toutefois. Aucune ne parvint à une totale fermeture, ni à une totale endogamie : des conversions individuelles eurent lieu encore longtemps, au moins jusqu'à l'orée du 19<sup>ème</sup> siècle, et, d'autre part, les mariages hors communautés demeurèrent fréquents. Cependant, ces mariages conduisaient souvent la mariée à adopter la religion de son époux. Cette nouvelle version de la multiconfessionnalité, muée en confessionnalisme de facture ottomane, devait exercer une telle emprise sur tous les habitants de Bosnie et Herzégovine que ceux-ci ne parvinrent pas à s'en libérer alors même qu'ils s'étaient libérés de ceux qui la leur avaient imposée.

Des trois principales confessions représentées en Bosnie et Herzégovine, la catholique fut paradoxalement celle qui eut d'abord le plus à souffrir des conséquences du déclin de l'Empire ottoman. La conquête ottomane avait été extrêmement préjudiciable au catholicisme en Bosnie puisqu'elle s'était traduite par la fuite ou la déportation de plusieurs dizaines de milliers de catholiques et par la progressive rétrogradation du catholicisme au rang de troisième composante religieuse de la Bosnie et Herzégovine. Une partie significative des habitants demeurait toutefois dans l'obédience romaine et les catholiques de Bosnie avaient conservé une importante classe moyenne composée de mineurs, d'artisans et, surtout, de commerçants. Au cours des 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> siècles, des milliers de catholiques se résignèrent à quitter leur terre natale soumise à l'Infidèle.

Comparé au sort des catholiques, celui des orthodoxes paraissait enviable à première vue. Certes, il y eut de leur côté aussi de nombreuses défections, qui permirent aux Autrichiens de renforcer les marches militaires de l'Empire, ainsi que des conversions à l'islam. Mais, tant les unes que les autres furent compensées par l'afflux d'immigrants venus

d'autres régions de la péninsule balkanique, afflux dont les autorités ottomanes et les seigneurs musulmans profitèrent pour repeupler et remettre en valeur les territoires que les catholiques avaient désertés. Les peuples chrétiens abandonnèrent, ou feignirent d'abandonner, avec facilité le christianisme pour l'islam. La population balkanique dans son ensemble, rurale aussi bien qu'urbaine, accusa au cours des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles un net déclin. Ce déclin trouvait son origine dans les combats dont les Balkans étaient le théâtre, les disettes et les famines, les épidémies de peste et, surtout, de typhus, et, enfin, dans l'exode massif de population chrétiennes lors du repli des armées habsbourgeoises des années 1630. Concernant les chrétiens, une certaine reprise se dessina toutefois dans le courant du 18<sup>ème</sup> siècle. D'autre part, les musulmans furent affectés par cette crise démographique plus que les chrétiens cause de l'impôt du sang que devaient acquitter les musulmans. En Bosnie et Herzégovine, plusieurs facteurs contribuèrent à donner au processus historique qui nous occupe une couleur locale, le caractère majoritaire musulman de sa population (tout au moins jusqu'à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle). A l'instar de leurs coreligionnaires des autres provinces de l'Empire, les musulmans de Bosnie et Herzégovine eurent plus que les chrétiens à souffrir des épidémies qui sévirent dans la province à partir de la fin du 17<sup>ème</sup> siècle.

### **1.3. LA PREMIERE « COHABITATION » DES MUSULMANS:**

Parmi les nombreuses révoltes du 19<sup>ème</sup> siècle, celle des années 1875 à 1878 fut la plus grande et elle finit par conjuguer le rejet de la domination ottomane avec celui de l'ordre seigneurial établi. L'insurrection, commencée par les paysans orthodoxes et catholiques, s'étendit à la Bosnie proprement dite et ce qui avait été à l'origine une simple jacquerie se transforma en une véritable révolution nationale et sociale. Les militants de la cause serbe s'y mêlèrent, des volontaires affluèrent de Serbie, de Croatie, de Slovénie, d'Europe occidentale et de Russie, au secours des insurgés. La crise à pris un tour encore plus dramatique avec, en juillet 1876, l'entrée en guerre de la Serbie et du Monténégro, puis, en 1877, celle de la Russie dont les troupes parvinrent aux portes d'Istanbul. La Russie victorieuse imposa à l'Empire ottoman le Traité de San Stefano et les Puissances réunis au Congrès à Berlin en juillet 1878 mirent fin à l'occupation ottomane et confièrent l'administration de la Bosnie et Herzégovine à l'Autriche-Hongrie. Depuis 1867, l'Autriche-Hongrie était une double monarchie d'un Etat autrichien et d'un Etat hongrois, possédant tous les deux le même souverain. Ce nouvel ordre craignait l'importance démographique de l'élément slave. Aussi, la perspective d'intégrer, avec la Bosnie et Herzégovine, plus d'un million de Slaves supplémentaires fut accueillie par les tenants de cet

ordre avec la plus grande inquiétude. En 1910, l'Empire austro-hongrois, Bosnie et Herzégovine comprise, comptait 47 % de Slaves contre 24 % d'Allemands et 20 % de Magyars. Aussitôt la conquête de la Bosnie et Herzégovine achevée se posa le problème de son statut. Bien que les droits souverains du Sultan aient été officiellement réservés par l'accord conclu en avril 1879 avec l'Empire ottoman, l'Empire austro-hongrois procéda à une annexion de facto des territoires que le Congrès de Berlin avait placés sous sa protection. Les Austro-Hongrois ne respectèrent pas l'essentiel des engagements qu'ils avaient pris. Et, la mesure la plus impopulaire marquant cette annexion fut l'instauration du service militaire obligatoire dans l'armée austro-hongroise. Cette mesure provoqua un soulèvement en Herzégovine orientale auquel prirent part orthodoxes et musulmans. A cette annexion de facto, succéda le 5 octobre 1908 une annexion de jure, lorsque la révolution jeune-turque fit craindre aux Austro-Hongrois que les autorités ottomanes ne tentent de reprendre le contrôle de la Bosnie et Herzégovine.

A partir de 1879, un bureau des Affaires bosniaques au sein du Ministère des finances, qui employait le tiers des fonctionnaires du ministère, prit en charge l'administration de la province. La politique de l'Empire en Bosnie et Herzégovine varia donc en fonction de l'idée que s'en faisait chacun de ses ministres des finances. Un d'entre eux, historien et diplomate Benjamin von Kallay, qui occupa ce poste de 1882 jusqu'à sa mort en 1903, s'efforça d'encourager l'expression d'une identité bosniaque, différente des identités croate et serbe, et d'un patriotisme local pro-habsbourgeois non confessionnel. Il décréta le « bosniaque », mélange local de langue croate, de langue serbe et de langue turc, et créa la revue « bošnjak<sup>8</sup> » autour de laquelle s'étaient regroupé un certain nombre d'intellectuels d'origine musulmane. Le « bosnisme » fut un échec car il ne réussit pas à trouver un soutien de masse. Les successeurs de von Kallay furent beaucoup plus libéraux, et la formation des partis politiques fut autorisée comme l'autonomie des communautés musulmane et orthodoxe. Cela a permis à von Bilinski, en fonction de 1912 à 1915, de dresser les diverses communautés les unes contre les autres, de manière à pouvoir assurer, au moment où le yougoslavisme paraissait recueillir au sein de la double Monarchie l'adhésion des Croates et des Serbes, la pérennité de la domination austro-hongroise en Bosnie et Herzégovine. Un nouveau changement se produisit en 1914 lorsque éclata la guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie et que prévalut alors la politique anti-serbe du gouvernement militaire : la communauté orthodoxe devint l'objet d'une féroce répression qui dura tout au long des années de guerre.

#### **1.4. LES CONFESSIONS DEVIENNENT NATIONS :**

**D**ans l'Empire ottoman, les réformes commencées par le sultan Mahmud II avait consacré le système des millet<sup>9</sup> qui constituait le fondement du confessionnalisme ottoman, en laissant aux diverses confessions « le droit de gérer librement leurs affaires internes ». La liberté de culte et d'enseignement, garantie aux chrétiens de l'Empire ottoman par les réformes, leur permit d'édifier en Bosnie et Herzégovine un nombre important d'églises, de monastères et d'écoles, dans les décennies qui précédèrent le Congrès de Berlin. Les écoles orthodoxes avaient été subventionnées par l'étranger, surtout par la Russie, et les enseignants y avaient été recrutés en Voïvodine et en Principauté de Serbie. Dans les écoles catholiques, l'enseignement était assuré par les franciscains eux-mêmes et par les Sœurs de Saint Vincent-de-Paul, qui s'étaient implantées en Bosnie et Herzégovine pendant les années 1870. Plusieurs autres facteurs contribuèrent à conforter le confessionnalisme à l'époque austro-hongroise en Bosnie et Herzégovine.

Le premier était l'installation des colons catholiques, encouragés par les autorités austro-hongroise. Cela avait fait craindre aux communautés musulmane et orthodoxe que leur nombre et leur proportion dans la population de la Bosnie et Herzégovine ne décroissent de façon dramatique au profit des catholiques, qui deviendraient ainsi la plus importante. Les inquiétudes exprimées quant à la catholicisation de la Bosnie et Herzégovine se révélèrent en fait très exagérées. Chaque groupe confessionnel conserva, à peu de chose près, l'importance relative qui était la sienne depuis les débuts du 19<sup>ème</sup> siècle. Les orthodoxes, désormais baptisés Serbes, avec un pourcentage qui ne varia guère entre 1879 et 1910, restaient les plus nombreux. Venaient ensuite les musulmans et les catholiques ou Croates. Le pourcentage de ces derniers progressa quand même d'environ 5%, dans cette période, et celui des musulmans baissa, 6%, à cause surtout d'une forte émigration vers les territoires sous administration ottomane. Dans cette période, les communautés musulmane et orthodoxe craignaient aussi des conversions au catholicisme. Les conversions furent peu nombreuses et n'affectèrent en rien l'équilibre confessionnel de la Bosnie et Herzégovine. Les statistiques officielles faisaient état entre 1879 et 1915 de quelques dizaines de cas touchant toutes les confessions représentées en Bosnie et Herzégovine. Il y eut aussi un nombre plus élevé de conversions secrètes au catholicisme. Les cas de conversion de jeunes femmes musulmanes éprises de garçons catholiques produisirent des troubles. Cela conduisit les autorités à promulguer en 1891 un « statut de conversion » qui instituait une procédure visant à vérifier dans tous les cas la sincérité : une période de deux mois devait précéder toute conversion et une commission gouvernementale devait s'assurer que le ou la néophyte n'était soumis(e) à aucune pression.

La diffusion en Bosnie et Herzégovine des idées nouvelles, nées dans les Etats voisins et véhiculées par un clergé et un corps enseignant militants, ne fit que renforcer l'identification aux nations serbe et croate en opérant sur une base confessionnelle. La serbisation des masses orthodoxes fut, bien évidemment, facilitée par l'appartenance de ces masses à l'église orthodoxe serbe. Sous l'effet de la prédication nationaliste, le terme « serbe » ajouta à sa signification ecclésiastique une signification nationale, avec toutes les conséquences que cela pouvait entraîner, à commencer par l'émergence d'un mouvement irrédentiste. La croatisation des masses catholiques accusa un net retard sur la serbisation des masses orthodoxes. Il fallut attendre l'occupation austro-hongroise et les années 1880-1890 pour que la croatisation des masses catholiques y soit accompli. Ce retard de la croatisation en Bosnie et Herzégovine avait pour conséquence le passage de nombreux catholiques à la cause serbe. On observera que la serbisation et la croatisation des chrétiens de Bosnie et Herzégovine furent très largement redevables à l'implantation de Serbes et de Croates (ou catholiques) venus d'ailleurs, ainsi qu'aux positions stratégiques qu'ils occupaient dans la province.

Quant aux musulmans, les autorités austro-hongroises essayèrent d'amener les musulmans à séparer le religieux du politique, ce qui couperait tous les liens entre les musulmans de Bosnie et le Calife, dont ils étaient encore théoriquement les sujets. Il fallait pour cela, laïciser l'enseignement délivré aux musulmans. Ainsi en 1879, le gouvernement austro-hongrois interdit que le nom du Sultan calife soit cité lors du prêche du vendredi. Puis il nomma en 1882 le mufti<sup>10</sup> de Sarajevo, autorité spirituelle suprême des musulmans de Bosnie et Herzégovine, sans soumettre cette nomination à l'approbation d'Istanbul. L'année suivante, les autorités précisèrent les attributions des tribunaux islamiques, les tribunaux de la charia<sup>11</sup>, en limitant leur compétence au droit matrimonial, familial et successoral, et elles mirent en place une commission destinée à recenser tous les biens des waqf<sup>d2</sup> du pays et à en contrôler la gestion. Les autorités austro-hongroises entreprirent également de réorganiser l'enseignement dans les écoles confessionnelles musulmanes. L'élimination des premiers chefs musulmans, forcés de fuir à l'étranger, avaient poussé au premier plan les grands propriétaires, soucieux de défendre leurs intérêts en les associant à la cause de l'autonomie religieuse et culturelle. Le but de ces mesures fut de convaincre les musulmans de ne s'appeler turc. Les musulmans constituèrent en décembre 1906 un parti politique, l'Organisation populaire musulmane. Les Serbes les imitèrent en créant en novembre 1907 l'Organisation nationale serbe. Mais, le parti politique le plus connu de Bosnie et Herzégovine fut la Jeune Bosnie, célèbre bien au-delà des frontières de la Bosnie et Herzégovine. Il dut sa célébrité à l'attentat de Sarajevo, qui servit de prétexte au déclenchement de la Première

Guerre mondiale. En Bosnie et Herzégovine, l'attentat sonda autour des autorités austro-hongroises et contre la communauté serbe, désignée comme complice des assassins, l'essentiel des communautés croate et musulmane, dont les partis politiques avaient créé, en 1911, un bloc parlementaire pro-gouvernemental. Le soir même de l'attentat, des émeutiers s'en prirent aux Serbes de Sarajevo et à leurs biens, détruisant une grande partie de leurs boutiques et de leurs habitations. Les procès s'abattirent sur les Serbes soupçonnés d'espionnage avec l'ennemi. Plusieurs milliers d'entre eux furent internés dans des camps par simple décision administrative, et certains furent exécutés, parfois sans jugement. Un nombre élevé de familles serbes habitant la région frontalière à l'est de la Bosnie et Herzégovine furent transféré vers l'ouest, pour éviter qu'un front intérieur ne s'ouvre sur les arrières.

L'exaltation pro-habsbourgeoise et anti-serbe, qu'avaient manifesté les Slovènes, les Croates et les musulmans de Bosnie dans les premiers mois de la guerre, céda peu à peu la place au désenchantement. Les négociations entre politiques des communautés slaves du sud de l'Empire austro-hongrois commencèrent dès 1915. Ils furent rejoint par les politiques serbes, et le résultat de ces consultations fut la création du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, plus tard appelée le Royaume de Yougoslavie. Pendant toutes ces négociations, les représentants de la communauté musulmane cherchaient à souligner la continuité qui existait selon eux entre l'Eglise hérétique du Moyen Age et l'islam de Bosnie, entre l'ancienne noblesse locale et la classe dirigeante musulmane, entre l'Etat médiévale et la province ottomane de Bosnie. C'est une des raisons pour laquelle certains leaders musulmans adhèrent publiquement très tôt à l'idée yougoslave.

Jusqu'ici nous avons fait un bond dans l'histoire pour se retrouves en Bosnie au 12<sup>ème</sup> siècle. Le Royaume fut habité par les catholiques et, pour une petite partie, par les orthodoxes. La religion musulmane y est arrivée avec les Ottomans et pendant ces 400 ans de Bosnie ottomane, elle a totalement repoussé les chrétiens. Les musulmans sont devenus les plus nombreux et le sont restés durant la période austro-hongroise. Les relations interconfessionnelles sont devenues dures et les antagonismes religieux fort, pour la plus part du temps encouragés par le pouvoir de Vienne ou de Budapest.

## **PARTIE II :**

### **LE PRODUIT D'UNE « CUISINE » YOUGOSLAVE**

#### **2.1. LES RELATIONS INTERCONFESSIONNELLES DE L'ENTRE DEUX GUERRE :**

**L**e Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes fut un mélange artificiel de nations et de nationalités dont seulement le Monténégro vota l'annexion par son assemblée. Les autres territoires furent cédés à la Serbie des perdants de la Première guerre mondiale. Le royaume comptait environ 12 millions d'habitants, dont les principales nations, qui donnèrent le nom au royaume, faisaient 71% de la population, dont les Serbes 39%, les Croates 24% et les Slovènes 9%. Les musulmans de Bosnie et Herzégovine comptaient 6% de la population. Le déséquilibre initial fut accentué par d'autres facteurs au cours des vingt années. Les représentants musulmans pendant les négociations et au début de la vie de cette nouvelle créature avaient demandé que l'ancien sandjak de Bosnie entre dans le nouveau royaume comme un territoire entier. Ils ne permettraient pas le partage de la Bosnie et Herzégovine par les Serbes et les Croates. Dès la proclamation du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, la Bosnie et Herzégovine fut la proie d'un soulèvement au cours duquel les paysans serbes se saisirent des propriétés musulmanes et s'en prirent à leurs anciens maîtres. Le gouvernement provisoire de Bosnie et Herzégovine, confronté à ces violences, fit appel aux troupes de Belgrade, au début du mois de novembre 1918, et celles-ci traversèrent immédiatement la Drina. Cependant, les exactions continuèrent de même force, tolérées et parfois encouragées, par les nouveaux occupants, aux yeux desquels les musulmans incarnaient l'ennemi « turc ». Les musulmans se plaignaient tous les jours, au début individuellement, au gouvernement provisoire de Bosnie et Herzégovine et ils évoquaient, dans ces lettres, les arrestations sans raison de musulmans, qui étaient ensuite battus à mort dans les prisons yougoslaves, et les pillages des propriétés musulmanes. Tous ces événements incitèrent les musulmans de Bosnie et Herzégovine à émigrer en Anatolie.

Les représentants musulmans pendant les négociations et au début de la vie de cette nouvelle « créature » avaient demandé que l'ancien sandjak de Bosnie entre dans le nouveau royaume comme un territoire entier. En réalité, le partage de la Bosnie et Herzégovine en régions fut rapide, ce qui diminua le pouvoir des musulmans. Les musulmans et les Croates, qui, en 1918, occupaient dans le pays, avec les Autrichiens et les Hongrois, l'essentiel des

postes officiels, en furent évincés au profit des Serbes. La dictature royale compléta d'une certaine manière cette mesure en remplaçant les maires musulmans élus des villes par des maires serbes nommés. Ainsi la hiérarchie sociale des confessions en Bosnie et Herzégovine fut renversée. Les musulmans avaient, tout au long de la période ottomane, trôné en haut de celle-ci. L'occupation austro-hongroise les y avaient en mesure maintenus, non sans y faire une place, à leurs côtés, aux Croates et, pendant un certain temps, aux Serbes les plus manifestement loyaux. Depuis 1918, les musulmans avaient chuté tout en bas de la hiérarchie et les Serbes s'étaient hissés à son sommet avec l'aide du pouvoir central.

La réunification des Slaves du sud dans le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes était accompagnée par un fort enthousiasme et une forte phase de yougoslavisme. Mais, après les premier pas du nouveau-né yougoslave, le mécontentement augmenta et bientôt les nationalismes gagnèrent du terrain. Que s'est-il passé avec les musulmans de Bosnie et Herzégovine, dans ce royaume qui devait libérer tous les Slaves du sud des occupations étrangères subis dans le passé ?

La communauté musulmane ne fut pas épargnée par le processus de sécularisation qui avait touché le reste de l'Europe, processus favorisé par le nombre croissant de jeunes diplômés, auxquels avait été dispensé un enseignement laïque de facture occidentale, et de femmes au travail. Ce qui créa un conflit au sein de la communauté entre les courants modernistes et réformistes et les courants traditionalistes et conservateurs. Le reis-ul-ulema<sup>13</sup> Čaušević, avait entrepris de faire publier le Coran en langue serbo-croate, afin d'en faciliter la lecture et la compréhension à ces fidèles. La seconde raison de dispute entre les fonctionnaires musulmans de Bosnie et Herzégovine était la déclaration du même reis-ul-ulema, selon laquelle il n'était pas opposé à ce que les musulmans se dévoilent et à ce que les musulmans portent le chapeau à la place du fez. La communauté musulmane reçut en 1930 encore un dernier coup qui compléta leur mécontentement de déséquilibre du nombre de fonctionnaires musulmans dans les institutions du gouvernement provisoire de Bosnie et Herzégovine. C'était une loi qui supprimait l'avantageux statut d'autonomie dont avait joui la communauté islamique de Bosnie et Herzégovine depuis 1909, instituait un seul reis-ul-ulema pour toute la Yougoslavie, fixait sa résidence à Belgrade et donnait au roi le pouvoir de nommer les fonctionnaires du culte musulman. Cela amena le reis-ul-ulema Čaušević à démissionner.

## **2.2. L'ORGANISATION MUSULMANE YOUGOSLAVE :**

Tous les programmes politiques des Serbes et des Croates depuis la Première guerre mondiale jusqu'aux derniers jours de la première Yougoslavie, appelaient les musulmans à s'identifier nationalement aux Serbes ou aux Croates. Mais, ce qui les empêchait était l'accent confessionnel de leurs programmes, qui était le principal enjeu identitaire des deux nationalités. Les Serbes étaient tous ceux qui confessaient la religion orthodoxe et les Croates la religion catholique. Les musulmans ne pouvaient pas se reconnaître dans leurs programmes. Enfin, les persécutions vécues par la communauté orthodoxes, les obligèrent à se réunir et former des organisations. Leurs rassemblements étaient, au début, purement confessionnels. Même si la sécurité des musulmans dans le royaume était la plus grande préoccupation des organisations musulmanes, les anciens beys, propriétaires de terre sous l'Empire ottoman, y virent une chance exceptionnelle pour récupérer les terres perdues ou essayer de garder ces qui leur restaient. La réforme agricole, proposée par les anciens beys<sup>14</sup>, provoqua les premières divisions dans la communauté musulmanes. Mais ce qui augmenta les fractions entre les musulmans furent les revendications d'identification nationale. Cela format des organisations musulmanes à l'accent croate, serbe ou yougoslave, qui se partageaient encore en fonction de la réforme agricole choisi. Ce qui était sûr, c'était que les musulmans ne s'étaient pas préparés pour la nouvelle situation politique et le temps qu'ils avaient pris pour s'organiser permit au Serbes et Croates de recruter un grand nombre de musulmans pour leurs programmes.

En février 1919, les musulmans décidèrent quand même de former une organisation politique qui couvrira le territoire entier de la Bosnie et Herzégovine, même si quelques chefs politiques voulaient que l'organisation se répande sur le royaume entier. Ce fut l'Organisation musulmane yougoslave (J.M.O.)<sup>15</sup>, qui a réuni les organisation musulmanes de toute la Bosnie et Herzégovine sans orientation nationale, puisque la base de cette organisation était confessionnelle. Les principales demandes de l'organisation étaient : assurer la sécurité des musulmans et de leurs propriétés, rembourser aux musulmans les dommages causés par les orthodoxes, rembourser aux anciens propriétaires musulmans les terres données aux paysans orthodoxes, laisser suffisamment de terres aux propriétaires qui voulaient rester dans le domaine de l'agriculture, donner des terres aux paysans musulmans et les libérer des anciens crédits, et respecter la proportion nationale aux représentations communales, régionales et gouvernementales. Le pouvoir central n'était pas satisfait de la création d'une grande nouvelle organisation politique confessionnelle et l'organisation fut vite étiquetée comme antiétatique

et séparatiste. La création de l'organisation ne diminua pas les représailles envers la communauté musulmane, et, au contraire, les actions de représailles augmentèrent.

Pour les premières élections législatives au suffrage universel jamais organisées en Bosnie et Herzégovine en novembre 1920, la J.M.O. réussit à obtenir 38% des sièges de la Bosnie et Herzégovine dans le parlement du royaume, ce qui représentait plus que le pourcentage de musulmans en Bosnie et Herzégovine (31%). Les autres partis politiques musulmans ensemble n'obtinrent, au total, que 2% des voix musulmanes. Ces élections montrèrent que les musulmans, bien que tardivement organisés, représentaient une communauté homogène, ce que nous ne pouvions dire pour les autres communautés. Les représentants de la J.M.O. obtinrent deux places dans le gouvernement du royaume : Dr Mehmed Spaho, ministre de l'industrie et du commerce, et Dr Hamdija Karamehmedović, ministre de la santé. L'influence des anciens beys était très grande et ils utilisèrent l'organisation pour récupérer leurs biens. Cela explique la collaboration de la J.M.O. avec le pouvoir central sur toutes les questions, même si le résultat était opposé à leur programme, sauf sur les questions de la réforme agraire. Pendant la « dictature du 6 janvier », quand le roi dissout le parlement, et interdit l'activité à tous les partis politiques confessionnels et proclama le Royaume de Yougoslavie, les représentants de la J.M.O. restèrent dans les institutions gouvernementales. La position et l'influence de la J.M.O. ne réussit pas à éviter le partage de la Bosnie et Herzégovine en régions, ce qui fut une de leurs plus grandes défaites.

### **2.3. LES MUSULMANS DURANT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE :**

La conquête des Balkans fut très rapide. Sur le territoire du Royaume de Yougoslavie, les Allemands créèrent trois Etats collaborateurs : l'Etat indépendant Croate (N.D.H.)<sup>16</sup>, la Serbie et le Monténégro. Le nouvel Etat croate, dont Ante Pavelić devint ainsi le chef, comprenait l'ancienne Croatie centrale, la Slavonie et la totalité de la Bosnie et Herzégovine, dont les oustachis<sup>17</sup> prirent possession le 23 avril 1941, et une partie de la Dalmatie. Les musulmans faisaient 12% des habitants du pays. De leur côté, bien que le reis-ul-ulema Fehim Spaho les ait conviés à rendre grâce à Dieu pour la fondation de la N.D.H., les musulmans paraissaient nettement plus réservés, d'autant qu'ils savaient ne pas devoir s'attendre de la part de la N.D.H. à une quelconque reconnaissance politique de la spécificité bosniaque. Les musulmans, étaient considérés comme la plus ancienne noblesse d'Europe et la plus pure noblesse croate et ils étaient appelés « la fleur de la nation ». Les musulmans étaient déclarés citoyens de plein droit de la

N.D.H. et décrits comme l'une des principales composantes du « peuple politique croate ». L'islam fut placé sur un pied d'égalité avec le catholicisme. Une grande mosquée fut édifée en août 1944 au centre même de la capitale de la N.D.H., Zagreb. Elle fut détruite par les partisans de Tito en 1945. Les dirigeants politiques musulmans furent associés au pouvoir, à commencer par le président de la J.M.O., Džafer Kulenović, nommé en novembre 1941 vice-président du gouvernement par Ante Pavelić tandis que onze autres cadres du parti étaient invités à siéger au sabor, parlement croate. Pour autant, la N.D.H. ne reconnut pas l'existence de la Bosnie et Herzégovine en tant que telle. Les musulmans tentèrent d'exploiter dans un premier temps la sympathie que leur manifestait le régime. Par exemple, les anciens beys demandèrent en juillet 1941 qu'on leur rende leurs terres ou qu'on les leur paie à un prix jugé plus équitable que celui consenti au moment de la réforme agraire. Les musulmans exprimèrent cependant très vite les plus vives réserves à l'égard de la politique anti-serbe du gouvernement qu'ils trouvaient inhumaine et qui leur paraissait de nature à conduire les diverses communautés de Bosnie et Herzégovine à s'entre déchirer.

Cette politique pouvait s'expliquer par la vengeance, du fait de leurs liens avec le régime, de la population serbe locale et les tchetniks<sup>18</sup> sur les musulmans. Pris pour cibles par les tchetniks en Bosnie orientale et en Herzégovine, les musulmans se trouvèrent souvent forcés à se joindre, afin de pouvoir se défendre, aux formations oustachis. Les massacres des musulmans par les tchetniks furent très féroces et constituèrent une politique de nettoyage ethnique pour rattacher ces territoires à la Grande Serbie. Pourtant, certains d'eux, chez qui les convictions yougoslaves ou grand serbes l'emportaient sur toute autre considération, n'hésitèrent pas à mettre sur pied leur propres unités tchetniks. En février 1943, fut créée une division S.S., la Handjar<sup>19</sup> divizija, qui recrutait les musulmans qui n'avaient pas optés pour les unités croates ou serbes. Les musulmans furent, encore une fois, profondément divisés et opposés les uns aux autres, puisqu'il s'en trouva dans chacun des camps alors en lutte. Si la période 1941-1945 vit se dérouler pour la première fois en Bosnie et Herzégovine une guerre civile entre Serbes, Croates et musulmans, celle-ci s'était indiscutablement doublée d'une guerre civile entre musulmans eux-mêmes.

Ainsi sommés de choisir entre les Croates et les Serbes, par les oustachis et les tchetniks, un nombre croissant de musulmans opta finalement pour les partisans de Josip Broz<sup>20</sup>, nommé Tito, dont l'internationalisme militant leur évitait d'opérer un tel choix. Peu après le mois d'août 1941, naquit, sous le nom de Mujina četa, la première unité de partisans musulmans. Cette compagnie de partisans musulmans grossit et devint assez rapidement un bataillon, en décembre 1941. En décembre de l'année suivante et en septembre 1943 furent respectivement créées la 8<sup>ème</sup> et la 16<sup>ème</sup> brigades musulmanes de l'Armée de libération

nationale, N.O.V.J. (Narodnooslobodilačka vojska Jugoslavije)<sup>21</sup>, dont tous les combattants étaient musulmans. Enfin, en juillet 1944, fut créée la division musulmane, appelée le « Groupe opératif de Una ». L'athéisme communiste ralentissa l'adhésion des musulmans aux partisans de Tito, mais après une longue période de propagande du Parti communiste yougoslave aux sein des musulmans et le déplacement de l'état-major de Tito en Bosnie et Herzégovine, les unités partisans musulmanes augmentèrent. Tito créa un état-major des unités partisans pour la Bosnie et Herzégovine.

Les montagnes de la Bosnie et Herzégovine furent utilisées par les partisans de Tito comme refuge et bases pour actions rebelles sur la totalité du territoire de la Yougoslavie. Les plus célèbres batailles des unités partisans eurent lieu en Bosnie et Herzégovine : Neretva, en janvier 1943, Sutjeska, en juin 1943, la marche du Mont Igman, et l'action aéroporté des Allemands sur Drvar en mai 1944 pour donner un coup final à Tito et son état-major qui s'était établi dans ce village. En Bosnie et Herzégovine furent établis les premiers territoires libérés des forces nazis et fascistes en Yougoslavie, ce qui permit à Tito d'y déployer une forte activité politique. Ce fut à Bihać que Tito réuni pour la première fois le Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie (A.V.N.O.J.)<sup>22</sup>, en novembre 1942, pour proclamer la naissance d'un nouvel Etat yougoslave. L'A.V.N.O.J. fut convoqué pour la deuxième fois le 29 novembre 1943 à Jajce pour proclamer l'organisation fédérative de la nouvelle Yougoslavie. Il était sûr que les partisans de Tito ne voulaient pas de conflit entre les communistes serbes et croates et il fut décidé que la Bosnie et Herzégovine serait une des six républiques.

#### **2.4. LA TROISIEME ET « DERNIERE » YOUGOSLAVIE :**

**L**a Yougoslavie était donc une fédération composée de six républiques, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie et Herzégovine, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine, auxquelles étaient théoriquement accordé le droit de faire sécession, et deux régions autonomes situées dans la République de Serbie, la Voïvodine et le Kosovo. Elle reconnaissait d'autre part l'existence de nationalités, dotées de larges prérogatives culturelles et divisées en deux catégories selon que leur habitat principal se situait ou non en Yougoslavie : les peuples, ou nations, au nombres de cinq (les Serbes, les Croates, les Slovènes, les Macédoniens et les Monténégrin), et les minorités, au premier rang desquelles, se détachant nettement des autres par leur importance numérique, se trouvaient les Albanais et les Hongrois. Chacun des peuples de la Fédération se vit attribuer une des républiques fédérées, exception faite des Croates dont la république appartenait aussi aux Serbes de

Croatie, et chacune des principales minorités, une région autonome. La Bosnie et Herzégovine resta la demeure des Serbes, des Croates et de la communauté musulmane. Les musulmans ne se virent pas qualifier de peuple ou de nation. Les théoriciens communistes yougoslaves les avaient qualifiés comme groupe ethnique. Cette dénomination faillit empêcher la Bosnie et Herzégovine d'être érigée en république par l'estimation que la reconnaissance de cinq peuples impliquait celle de cinq républiques fédérées, ce qui aurait fait d'elle une simple région autonome. C'est grâce aux délégués de Bosnie et Herzégovine à l'A.V.N.O.J., qui s'y opposèrent et finirent par imposer leur point de vue.

Les autorités religieuses musulmanes, conservatrices, d'orientation nettement anticommuniste, entrèrent vite en conflit avec le nouveau régime et se firent interdire toute donation aux institutions culturelles et charitables gérées de manière autonome, réduisant ainsi l'essentiel de ses ressources aux contributions volontaires perçues dans les mosquées. Mais au cours de l'année 1947, l'assemblée religieuse se rapprocha un peu du pouvoir et exclut de son sein les opposants irréductibles. Elle adopta un nouveau statut qui reçut l'assentiment du pouvoir. La communauté musulmane fut frappée par l'expropriation des terres appartenant aux fondations pieuses et la suppression des tribunaux de la charia, par la prohibition du port du voile et la fermeture des mekteb<sup>23</sup>, par la fermeture des tekke<sup>24</sup> de Bosnie et Herzégovine et la proscription des ordres mystiques musulmans et, enfin, par la confiscation des biens de mainmorte qui avaient échappé à la vague de socialisation de l'immédiat après-guerre. L'islam se vit donc exclu des domaines économique, social et éducatif, où il jouait traditionnellement un rôle considérable, et réduit à une simple piété familiale et communautaire placée sous étroite surveillance. Cela n'alla pas sans susciter la résistance de la part des musulmans et les étudiants hostiles au régime communiste, se regroupèrent dans l'organisation des Jeunes musulmans avant que plusieurs centaines d'entre eux ne soient finalement arrêtés et jugés dans les années 1949-1950.

Le retard économique sur les autres républiques fit de la Bosnie et Herzégovine la principale région migratoire de la Yougoslavie, en premier lieu vers les républiques voisines, la Serbie et la Croatie. Les premiers émigrés étaient des Serbes et des Croates qui n'eurent pas de problème pour s'intégrer dans les républiques où leur nationalité était majoritaire. Ces migrations et l'accroissement naturel de la communauté musulmane devaient considérablement modifier la composition de la population en Bosnie et Herzégovine.

## **2.5. LES MUSULMANS DEVIENNENT NATION :**

Le Parti communiste yougoslave donnait une très grande importance à la question nationale, problème qui avait coûté très cher la Yougoslavie monarchiste. La situation nationale en Bosnie et Herzégovine était particulièrement fragile et demandait des précautions extrêmes. La montée en nombre de la population de confession musulmane dans la république amplifiait le problème d'année en année. De plus, l'orientation de la politique extérieure yougoslave renforça la pression sur le gouvernement communiste, qui voulait continuer sa politique intérieure d'idéologie athée en supprimant les religions. La politique étrangère de la Yougoslavie, pays coincé entre deux alliances militaires et politiques sans avoir droit d'adhérer à l'une des deux, a trouvé son sens dans le mouvement des non-alignés. Le mouvement débuta formellement en 1956 après la rencontre de Tito, Nehru et Naser sur l'île de Brioni et la première conférence du mouvement à Belgrade en septembre 1961, en affirmant une position neutre des pays membres. Enfin, la Yougoslavie, ayant manifesté la prétention de prendre la tête du mouvement des non-alignés, mit en avant, non sans quelque ostentation, « ses » musulmans, en usa comme représentants et plénipotentiaires afin de séduire l'opinion arabe. La promotion d'une élite communiste d'origine musulmane s'en trouva favorisée et l'islam en Yougoslavie y gagna de nombreux avantages, qui finirent par la reconnaissance d'une nation musulmane. Ce processus se déroulera assez lentement.

Lors du recensement de 1948 les musulmans avaient la choix de se déclarer comme conscient (Croate-musulman, Serbe-musulman, etc.) ou pas conscient de leur nationalité. D'après ce recensement les musulmans de Bosnie et Herzégovine étaient Serbes-musulmans pour 8%, Croates-musulmans pour 3%, et musulmans nationalement indéterminés pour 90%. Ils montrèrent qu'ils étaient décidés à ne pas se laisser fondre dans la nation serbe ou la nation croate. En 1948, après le schisme entre la Yougoslavie et l'Union soviétique, les autorités communistes forcèrent l'appartenance à l'identité nationale yougoslave. Les vieilles identités nationales, soulignées chez les autres peuples yougoslaves, devinrent une gêne pour la naissance de l'identité nationale yougoslave. Seul les musulmans de Bosnie et Herzégovine suivirent cette ligne qui pouvaient les sauver de l'intégration aux identités serbe et croate, puisque dans les autres républiques cette option fut un échec. Le recensement de 1953 montra que parmi le million d'habitants de la Fédération déclarés comme Yougoslaves nationalement indéterminés, 89% venaient de Bosnie et Herzégovine

Pour le recensement suivant de 1961, l'influence des pays arabes du mouvement des non-alignés fit naître une nouvelle catégorie, « musulmans – appartenance ethnique », qui comprenait la population d'origine yougoslave qui se sentait musulman au sens ethnique et

non musulmane au sens religieux du terme. Ce qui veut dire que les Turcs, les Albanais, les Serbes et les autres de confession musulmane se déclaraient par leur nationalité pour le recensement et non comme musulmans. Le recensement de 1961 a montré que parmi le million de « musulmans – appartenance ethnique », 87% étaient de Bosnie et Herzégovine et que parmi les 320000 Yougoslaves nationalement indéterminés, 87% étaient de Bosnie et Herzégovine. Dans les Yougoslaves nationalement indéterminés de Bosnie et Herzégovine de 1961, nous trouvons quelques Serbes-musulmans et quelques Croates-musulmans du recensement de 1953. Le recensement de 1961 a montré que les musulmans étaient fermes à démontrer qu'il était temps de les reconnaître comme identité nationale et ils essayaient de trouver toutes sortes d'explications pour prouver la différence qui existait avec la nation croate ou serbe dont ils étaient originaires avant l'islamisation. Cette période a vu naître un nombre important de livres écrits par les fonctionnaires communistes musulmans prouvant les liens des musulmans yougoslaves avec les bogomiles en Bosnie avant l'islamisation, et la divergence avec les autres Slaves des royaumes voisins.

Un nouveau stade fut franchi en 1968 lorsqu'il fut pris acte en ces termes de l'existence d'une nation, et plus seulement d'une ethnie, par le Comité central de la Ligue des communistes de Bosnie et Herzégovine : « (...) les Musulmans étaient désignés comme Serbes ou Croates d'un point de vue national. Il a été démontré que les Musulmans forment une nation distincte. (...) ». Cette consécration du fait national musulman causa des exclusions de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Elle suscita par la suite à travers la Yougoslavie la désapprobation d'un certain nombre de fonctionnaires communistes, spécialement en Macédoine où les dirigeants communistes craignaient que les musulmans macédoniens d'ethnie slave soient inclus dans la nation musulmane, avec pour conséquence une diminution sensible du nombre de Macédonien. Cette peur ne fut surmontée qu'après qu'il eut été décidé que seuls les Slaves islamisés de Bosnie et Herzégovine, du Sandjak et du Kosovo, en feraient partie intégrante.

Le recensement de 1971, montra que la Yougoslavie vit naître une nouvelle nation : les 1500000 Musulmans qui représentaient 40% de la population de la République, contre 37% de Serbes et 21% de Croates. Le recensement de 1971 donna pour la première fois l'occasion de cocher le nom Musulman dans la colonne des nationalités à choisir. Mais, la nouvelle nation ne fut officiellement reconnue qu'en 1974 dans la nouvelle constitution yougoslave qui disait que la Bosnie et Herzégovine était une des six républiques de la République fédérative socialiste de Yougoslavie avec trois nations constitutives : les Serbes, les Croates et les MUSULMANS. Le mot Musulmans était écrit avec la lettre majuscule pour

faire la différence avec le mot musulmans avec une lettre minuscule, où il s'agissait de personnes de confession islamique.

Parallèlement à l'affirmation d'une nation musulmane, l'islam yougoslave, notamment en Bosnie et Herzégovine, connaissait un spectaculaire renouveau que la reprise de contacts avec le reste du monde musulman avait indiscutablement favorisé, marqué par l'augmentation considérable du nombre de mosquées. Le décroisement confessionnel avec la multiplication des mariages mixtes et le brassage des populations en milieu urbain et l'engagement des musulmans en faveur d'un régime politique athée qui leur offrait des chances de promotion avaient détaché la plupart d'entre eux de toute croyance et de toute pratique religieuse. La Bosnie et Herzégovine comptait 28% de musulmans (appartenance confessionnelle) contre 44% de Musulmans (appartenance nationale). En même temps cet écart était moindre chez les autres communautés : 22% d'orthodoxes contre 17% de Serbes et 20% de catholiques contre 17% de Croates. Les autorités religieuses musulmanes constataient, non sans amertume, cette désaffectation. Ainsi pouvait-on lire dans Preporod, en date du 15-28 février 1977, qu' « un nombre significatif de nos mosquées reste à moitié inoccupé pendant la prière du vendredi. L'assistance se compose de gens relativement vieux. Dans certaine localités, il ne se trouve que quelques hommes âgés pour se rendre à la mosquée ». Afin de remédier à cette situation, il fut préconiser d'assurer aux femmes une meilleure place dans les lieux de prière de manière à ce qu'elles puissent y combler les vides laissés par les hommes. Les habitants de Bosnie et Herzégovine étaient connus par les autres peuples de Yougoslavie comme les bosanci, habitants de Bosnie en langue croate ou en langue serbe, très fière de l'être. Dans la vie quotidienne l'appartenance nationale n'était pas importante, peut-être encore moins que l'appartenance religieuse.

Dans cette partie, nous avons vu la montée des pressions sur les musulmans pour qu'ils s'identifient du point de vue nationale. Les Croates et les Serbes ne réussirent pas à les attirer, mais au contraire, ils creusèrent la différence religieuse avec les musulmans. Durant la Deuxième guerre mondiale, le territoire de la Bosnie et Herzégovine fut le centre du mouvement militaire et politique des communistes. Cela permit de préserver la Bosnie et Herzégovine comme république sans nationalité dominante. Les musulmans devaient se fondre dans le mosaïque nationale de la troisième Yougoslavie et leur religion, comme toutes les autres, devait disparaître aux yeux des communistes. Ce fut la pression des pays arabes, par le mouvement des non-alignés, qui sauva la religion musulmane et incita les communistes de créer une troisième nationalité en Bosnie et Herzégovine : les Musulmans.

## **PARTIE III :**

### **LA SITUATION ACTUELLE**

#### **3.1. UNE NOUVELLE BOSNIE ET HERZEGOVINE :**

**A**vec la nouvelle nation Musulmane, reconnue par la constitution de 1974, le nombre de nations passa à six, ce qui correspondait au nombre de républiques. Chaque république contenait au moins les trois quarts de la nation correspondante, exception faite par la Bosnie et Herzégovine, dont la nation la plus nombreuse ne comptait que 44% de la population totale de la république. La constitution de 1974 renforça la division territoriale entre république et la répartition des groupes nationaux. Ainsi une république était toujours définie par sa constitution, non seulement comme l'Etat d'une nation, mais aussi comme l'Etat de toutes les autres fractions de nations ou de nationalités qui vivaient sur son territoire, à l'égalité des droits. Mais les évènements changèrent de direction dans la Fédération et les premières élections pluralistes furent organisées en Croatie et en Slovénie en avril et mai 1990, et les vainqueurs furent les nouveaux partis de centre et centre droite. Les autres républiques organisèrent les élections pour la fin de l'année, mais préservèrent les communistes à la tête des républiques. A Sarajevo, ce fut une alliance de trois partis nationaux qui remporta les élections sur la Ligue des communistes de Bosnie et Herzégovine : le S.D.A., Parti d'action démocratique (musulmane), le S.D.S., le Parti démocratique serbe, et le H.D.Z., Communauté démocratique croate. La Slovénie et la Croatie déclarèrent leur indépendance le 25 juin 1991. Cette date représente la fin de la République fédérative socialiste de Yougoslavie et le début de plusieurs guerres sur son territoire, dont le conflit actuelle en Macédoine pourrait, peut-être, figurer comme la dernière.

Les élections de décembre 1990 montrèrent que la situation en Bosnie et Herzégovine y était encore une fois la plus difficile à résoudre. Les résultats correspondaient à la répartition nationale de la république : la population musulmane donna ses voies à la S.D.A. (Stranka demokratske akcije), la population serbe à la S.D.S. (Srpska demokratska stranka) et la population croate au H.D.Z. (Hrvatska demokratska zajednica). Une présidence collégiale fut créée et les représentants des partis devaient y présider à tour de rôle chaque année, en commençant par le président du S.D.A., le Musulman Alija Izetbegović, qui venait de sortir des prisons communistes en 1987. Mais il ne céda sa place de président de la Présidence de la

Bosnie et Herzégovine qu'après les Accords de Dayton, contrairement à la constitution. Le parlement de Bosnie et Herzégovine rédigea, le 15 octobre 1991, une déclaration de souveraineté. Sollicitant alors une reconnaissance internationale, Sarajevo dû organiser, pour que cette reconnaissance lui soit acquise, un référendum d'autodétermination les 29 février et 1<sup>er</sup> mars 1992. Ce scrutin ayant dégagé une nette majorité de 63% de personnes en sa faveur, le parlement, déserté depuis le vote de la déclaration de souveraineté de la Krajina de Bosnie par les députés du S.D.S., prononça l'indépendance de la Bosnie et Herzégovine, le 5 avril 1992. Dès ce moment, les milices serbes et les contingents de la J.N.A. stationnés en Bosnie et Herzégovine entreprirent de conquérir le pays, à partir du territoire des régions autonomes serbes autoproclamées qu'ils contrôlaient déjà et sur lequel le S.D.S. venait de fonder la République serbe de Bosnie. Ils rejouèrent le scénario appliqué l'année précédente en Croatie. N'ayant pour adversaires que les forces croates (H.V.O.)<sup>25</sup> renforcées par une défense territoriale musulmane sous-équipée, ils s'emparèrent de toute la Bosnie occidentale, à l'exception de Bihać et ses alentours, de toute l'Herzégovine orientale et de la plus grande partie de la Bosnie orientale, se ménageant même au nord, dans la Posavina, un passage entre les parties ouest et est des régions conquises. Près de 70% du territoire de la Bosnie et Herzégovine tomba ainsi entre leurs mains et y resta jusqu'en 1995.

Ici la communauté internationale, poussée par les pays arabes, fut beaucoup plus courte dans ces réflexions et s'impliqua dans le conflit dès le début, ce qui ne fut pas le cas en Croatie, où les premiers « casques bleus » ne s'installèrent qu'après un an de conflit. Mais, la mission consistait à acheminer de l'aide humanitaire vers les zones encerclées par les milices serbes et la J.N.A. : Sarajevo, Bihać, Gorazde, Srebrenica, Tuzla et Žepa et à maintenir la paix entre les deux belligérants, mission qui n'eut pas trop de succès et les Serbes continuaient à occuper le pays. Les Nations Unies et la Communauté européenne s'engagèrent politiquement en envoyant des médiateurs qui essayèrent d'établir un cessez-le-feu, sur des plans de partage de la Bosnie et Herzégovine en deux ou trois parties. Ce fut les plans Vance-Owen et Owen-Stoltenberg, en janvier et juillet 1993, qui échouèrent en essayant de faire le partage de la Bosnie et Herzégovine la plus « juste ». Ce dernier laissait la plus grande partie du territoire aux mains des Serbes et il obligeait les Croates et les Musulmans à se serrer sur le reste, ce qui provoqua le conflit entre les deux communautés qui étaient jusqu'alors alliées. Ce fut la première guerre entre Musulmans et Croates dans l'histoire de la Bosnie et Herzégovine, qui avait pour but de diminuer le territoire de l'autre le plus possible, en donnant aux Musulmans un Etat sur les régions industrielles et rurales et un accès sur la mer, et aux Croates les régions limitrophes qu'ils pensaient rallier à la Croatie. Le conflit croato-musulman, encouragé et

amplifié par les Serbes, laissa à ces derniers assez de possibilités pour finir la conquête du pays.

Ce fut le moment que choisit l'administration américaine pour entrer dans la région et pour résoudre le conflit. Tout d'abord, elle réussit à créer un « Groupe de contact », en avril 1994, composé de la Grande Bretagne, de la France, des Etats Unis, de l'Allemagne et de la Russie. En faisant pression sur le gouvernement de la Croatie et le président musulman, ils réussissent à rallier les anciens partenaires et à arrêter le conflit sanglant entre Croates et Musulmans, après les Accords de Washington en mars 1994, pour créer la Fédération de Bosnie et Herzégovine. Cette fédération, associée à la Croatie, avec des liens de confédération, avait pour but d'interrompre l'isolement des Musulmans, Bosniaques depuis 1993, qui avaient alors une raison pour se rapprocher avec des Etats islamiques. En même temps ils obligèrent le gouvernement de Belgrade à isoler les Serbes de la République serbe de Bosnie et à leur imposer un embargo. La confiance entre les Croates et les Musulmans ne s'établit pas immédiatement et les trois président, Alija Izetbegović (Bosnie et Herzégovine), Franjo Tuđman (Croatie) et Krešimir Zubak (Fédération de Bosnie et Herzégovine), signèrent la Déclaration de Split, en juillet 1995, qui permettait à l'Armée croate de venir sur le territoire de la Bosnie et Herzégovine, pour aider l'Armée de la Bosnie et Herzégovine à libérer les territoires occupés par les Serbes. En septembre 1995, l'action coordonnée de l'Armée de Bosnie et Herzégovine, de l'Armée croate et du H.V.O., permit de récupérer du terrain et augmenta le territoire de la Fédération de Bosnie et Herzégovine à 54% de la République de Bosnie et Herzégovine pour 61% de la population de la république, 44% de Bosniaques et 17% de Croates. Les négociations entre les deux parties en conflit reprirent et aboutirent par un cessez-le-feu signé à Genève en octobre 1995, ce qui fut l'ouverture pour les Accords de Dayton.

### **3.2. LES ACCORDS DE DAYTON :**

C'est sur la base militaire américaine de Dayton, dans l'Ohio, qu'ont été signé le 21 novembre 1995, après vingt et un jours de négociations, des accords intitulés "plan de paix pour la Bosnie" entre les délégations serbe, croate et bosniaque, dirigées respectivement par Slobodan Milosević, Franjo Tuđman et Alija Izetbegović. Le gouvernement américain représenté directement par le Secrétaire d'État adjoint Richard Holbrooke a pesé de tout son poids pour que ces accords soient conclus. Le 14 décembre 1995, le plan établi à Dayton a été solennellement entériné à Paris lors d'une Conférence internationale. Les accords de Dayton sont un document de 150 pages et de 102 cartes.

La République de Bosnie et Herzégovine est maintenant divisée en deux entités politiques distinctes : la Fédération de Bosnie et Herzégovine et, d'autre part, la République serbe de Bosnie. Puisque la Fédération de Bosnie et Herzégovine regroupe les Croates et les Bosniaques, elle est aussi appelée la «Fédération croato-musulmane» ou encore «la Fédération». Quant à la République serbe de Bosnie, elle ne compte officiellement que des Serbes orthodoxes. Les accords de Dayton ont prévu des institutions communes à la Fédération de Bosnie et Herzégovine et à la République serbe de Bosnie. Le pouvoir exécutif de la République de Bosnie et Herzégovine est assuré par une présidence collégiale rotative de trois membres (en alternance: un Bosniaque, un Croate et un Serbe) et un Conseil des ministres chargé de mettre en œuvre les décisions politiques de la Bosnie et Herzégovine dans les domaines de sa compétence. Les institutions centrales sont compétentes pour les Affaires étrangères, le commerce international et les douanes, la politique monétaire, les communications, le financement des opérations publiques et la législation concernant l'immigration et le droit d'asile. Tout ce qui n'est pas explicitement dévolu à l'État central relève des compétences des entités. Cela confère à chacune d'elles des responsabilités considérables telles que la justice, la défense et la police, les finances, la langue, la santé, etc. Sur le plan financier, la Bosnie et Herzégovine dépend entièrement des contributions de chacune des deux entités (de la Fédération, à raison des deux tiers, de la République serbe, à raison d'un tiers). Chacune des deux entités dispose de sa propre Constitution, de sa propre police et de ses propres forces armées, et a «le droit d'établir des relations bilatérales spéciales avec les États voisins». Sur le plan militaire, l'accord prévoit l'envoi d'une force internationale placée sous la direction de l'Alliance atlantique, I.FOR.<sup>26</sup>, dont le rôle est de veiller à l'application des dispositions militaires et territoriales, impliquant notamment le respect du cessez-le-feu conclu en octobre 1995 et l'engagement à ne prendre aucune initiative militaire. Pour toutes ces raisons, la communauté internationale a imposé à la Bosnie et Herzégovine, depuis décembre 1997, un haut représentant chargé de prendre des «décisions contraignantes» et des «mesures provisoires ».

La population de la Fédération de la Bosnie et Herzégovine est estimée approximativement à 2,3 millions d'habitants. Cette fédération croato-musulmane regroupe le centre du pays et tout le sud-ouest soit 51 % du territoire du pays, et elle est composée de neuf cantons (quatre musulmans, deux croates, trois mixtes), et dotée d'institutions associant des représentants bosniaques et croates. La population de la République serbe de Bosnie est estimée à près de 1,4 million d'habitants dont 95 % seraient d'origine ethnique serbe et les autres 5 % seraient essentiellement d'origine croate et bosniaque. La République serbe de

Bosnie a juridiction dans tout le pourtour nord-ouest et sud-est du pays soit 49 % du territoire de la République de la Bosnie-Herzégovine.

Plus de cinq ans après la signature des accords, il faut reconnaître que les institutions centrales, conçues délibérément à des fins intégratrices, ne fonctionnent pas très bien. D'une part, pour des raisons tenant à la localisation par rotation des administrations, d'autre part, en raison de la réticence évidente des Serbes, des Croates et des Bosniaques à faire vivre un État imposé par les accords de Dayton et auquel ils ne croient pas. En effet, les accords de Dayton ont eu pour effet d'entériner la partition du pays en deux États ethniquement forts au sein d'un État unitaire faible et presque symbolique avec comme capitale Sarajevo. D'un côté, les Croates et les Bosniaques ne parviennent pas à s'entendre au sein des institutions communes; de l'autre, les Serbes ne songent qu'à consolider l'entité qu'ils ont arrachée à coup de canons. Le retour des réfugiés, principal devoir des parties signataires des accords est loin d'être terminé. Les responsables politiques locaux (serbes, croates et bosniaques) ont de plus en plus tendance à renoncer à trouver des compromis, car ils savent qu'en dernière instance le haut représentant civil tranchera. Dans ces conditions, il demeure peu probable que la République de Bosnie et Herzégovine survive au départ des Occidentaux du pays, ce que confirment les dernières élections.

### **3.3. L'ISLAMISME EN BOSNIE ET HERZEGOVINE :**

P our la Bosnie et Herzégovine, nous commençons à parler d'islamisme, ou plutôt de nationalisme musulman, terme utilisé par les dirigeants communistes, dans les années 1970, quand les divers nationalismes de toutes directions achèvent la Yougoslavie ; la Serbie avec le cas Ranković, la Croatie avec la Printemps croate, etc.... Même si, à l'origine, le nationalisme musulman a pris la forme d'une référence à la religion, en Bosnie et Herzégovine émerge une forme de nationalisme musulman, progressiste et révolutionnaire, qui s'exprime dans le besoin d'une révision complète de l'histoire locale. Le but n'était pas d'appuyer trop fort sur la voie confessionnelle du problème, puisque les dirigeants communistes étaient des athées très convaincus, mais de lancer la bataille sur la voie ethnique. Il fallait à tout prix « trouver » une spécificité ethnique des musulmans de Bosnie et Herzégovine pour accéder à l'échelle de nation qui leur donneraient droit à un territoire défini. Le « problème » des nationalistes musulmans étaient la langue qu'ils utilisaient, qui ne se différenciait guère du croate ou du serbe, selon la région, est ou ouest de la Bosnie et Herzégovine. C'est la raison pour laquelle ils cherchaient à s'identifier au peuple qui habitait la Bosnie avant l'occupation turc, d'orientation bogomile, qui utilisait l'écriture

« bosančica<sup>27</sup> ». Les nationalistes musulmans écrivirent des livres entiers consacrés à « prouver » le lien direct des habitants bogomiles du Royaume de Bosnie et des islamisés pendant l'occupation turque, pour expliquer que les plus anciens habitants de la Bosnie et Herzégovine étaient les Musulmans et non les Croates et les Serbes, qui, pour les nationalistes musulmans, étaient les nouveaux arrivés sur ce territoire. Pour cela il fallait effacer toutes les traces d'habitation des Croates ou des Serbes sur la Bosnie avant l'occupation ottomane. Cela n'était pas facile et plusieurs de ces auteurs furent soit exclus de la Ligue des communistes de Yougoslavie, soit condamnés à de la prison. Parmi ces intellectuels musulmans dédiés à la falsification constante de l'histoire et de l'histoire littéraire locale, avec la bénédiction des dirigeants de Bosnie et Herzégovine, et exclus du parti, se trouve sans doute Atif Purivatra<sup>28</sup>.

Le renouveau de l'islam en Bosnie et Herzégovine et la montée en puissance du nationalisme musulman étaient favorisés par la reprise des contacts avec le monde musulman à travers le mouvement des non-alignés. Mais, la révolution islamique en Iran fut un exemple parfait pour les nationalistes musulmans, que la plupart eurent l'occasion de visiter où ils lièrent des contacts personnels. D'ailleurs, en 1979, la probable crainte d'une contamination islamiste après la révolution iranienne décida le pouvoir titiste et ses relais locaux à reprendre en main la communauté musulmane de Bosnie et Herzégovine. Les dirigeants communistes en profitèrent pour opérer une purge au sein des autorités religieuses musulmanes et pour limiter les échanges entre celle-ci et l'étranger. Les dirigeants communistes de Bosnie et Herzégovine contrèrent en procédant au mois d'avril 1983 à l'arrestation de plusieurs personnes soupçonnées « d'activités contre-révolutionnaires d'inspiration nationaliste musulmane ». Treize prévenus furent traduits en justice. Quatre d'entre eux, Alija Izetbegović, Omer et Salih Behmen, Ismet Kasumagić, avaient été déjà poursuivis à la fin des années 1940 pour leur participation au mouvement des Jeunes musulmans. Il leur était reproché « d'avoir mené leurs activités à partir de positions nationalistes musulmanes, dans le dessein de renverser l'ordre social et d'établir un pouvoir islamique (...) Réuni autour d'une plate-forme, la « déclaration islamique<sup>29</sup> » (...) le groupe aurait cherché (...) à faire de la Bosnie et Herzégovine un Etat islamique ethniquement pur. Il aurait tenté également de gagner le soutien de plusieurs pays étrangers en manipulant certaines de leurs institutions ». La défense d' Alija Izetbegović ne réussit pas à le sauver en expliquant qu'il ne s'agissait pas de la Bosnie et Herzégovine, mais de pays dont l'écrasante majorité était de confession musulmane et il fut condamné à 14 ans de prison.

Dans les années de guerre entre les communautés croates et musulmanes, les pays musulmans se déterminèrent à venir au secours de la Bosnie et Herzégovine, « abandonnée » par la communauté internationale. L'aide qu'ils lui accordèrent fut à la fois humanitaire,

militaire et diplomatique. Les collectes effectuées au profit des Musulmans de Bosnie et Herzégovine dans le monde arabe permirent de rassembler des sommes considérables. Cette aide humanitaire ne satisfaisait pas les Bosniaques qui, par ailleurs, goûtaient très médiocrement le fait que l'on considérât leur patrie comme une terre de mission : ils attendaient des pays musulmans qu'ils leur fournissent en priorité des armes pour se défendre. C'est d'autre part l'entrée en scène des islamistes sur le territoire, avec notamment les Iraniens présents depuis 1992 qui marqua le renouveau de la thèse d'Alija Izetbegović de la création d'un Etat islamique en Europe et le début des conflits des Musulmans et des Croates. Les combattants étrangers étaient bien formés dans l'art de la guerre, ayant servis en Afghanistan, et appréciés des Bosniaques pour leur courage et leur combativité. Mais, après des exactions commises contre la population croate locale, et leurs tentatives visant à imposer un ordre islamique à Zenica, ils provoquèrent des affrontement direct avec le H.V.O.. Leurs convictions islamistes accompagnées de comportement agressif et l'arrivée de prédicateurs arabes forcèrent l'islamisation du pays. Après les Accords de Washington, les autorités musulmanes furent obligées de dissoudre les unités de moudjahidines et de les incorporer dans l'Armée de Bosnie et Herzégovine. Après les Accords de Dayton, Alija Izetbegović fut obligé de les expulser par petits groupes. Deux pays musulmans se montrèrent particulièrement généreux avec les Bosniaques : l'Iran et l'Arabie Saoudite qui firent parvenir au gouvernement de Sarajevo pour 235 millions de dollars de matériel militaire.

Que serait-il passé de la Bosnie et Herzégovine si les Musulmans n'étaient pas une communauté particulière ? Les Croates et les Serbes, les musulmans inclus dans une de ces deux communautés, se seraient partagés la Bosnie et Herzégovine après quelques années de guerre et ces deux territoires se seraient attachés aux pays limitrophes. Cette hypothèse est confirmée par les intentions que montraient les nationalistes serbes et croates durant les années de conflit. En même temps, le démantèlement de la Yougoslavie fut l'occasion tellement attendu par les islamistes pour créer un pays musulman. Les Accords de Dayton ont, pour l'instant, repoussés cette option. La communauté musulmane continuera à se faire respectée et son importance politique sera forte seulement si le soutien des pays musulmans persiste. La communauté musulmane de Bosnie et Herzégovine n'est pas assez forte pour « survivre » toute seul dans cet environnement. Mais, Les accords diplomatiques avec les pays arabes ont diminué après les Accords de Dayton et la présence des représentants des différentes communautés dans le gouvernement de Bosnie et Herzégovine en est une des causes principales. Le besoin de ralliement au monde musulman n'est plus une nécessité pour le pays puisque la communauté musulmane de Bosnie et Herzégovine est « sortie de l'isolation ».

## CONCLUSION

Pour conclure, les « Bošnjak » ou Bosniaques, qui habitent la Bosnie et Herzégovine aujourd'hui, sont des musulmans. Les autres communautés refusent de prendre cette appellation, même si, pour la communauté internationale, les Bosniaques devrait être tous les habitants de la Bosnie et Herzégovine. La plupart des auteurs pensent que les Bosniaques sont les descendants des plus anciens habitants de la Bosnie et Herzégovine, et que les autres, Croates et Serbes, sont des immigrés qui ne sont intéressés que par la situation dans « leur » pays, la Croatie et la Yougoslavie. Dans ce mémoire, nous avons vu que les habitants du Royaume de Bosnie étaient les Croates et, pour la partie Est, les Serbes. L'islamisation de la région n'a pas fait disparaître les anciennes communautés du royaume et l'implantation de la troisième religion était suivit par l'implantation de la civilisation turque. La fin du 19<sup>ème</sup> et le début du 20<sup>ème</sup> siècle ont vu l'identification nationale des communautés religieuses, à l'exception des Slaves islamisés. L'Empire austro-hongrois n'a pas voulu et le Royaume de Yougoslavie n'a pas réussi à imposer aux musulmans une des deux nationalités dont ils étaient originaires. Les différences confessionnelles ont « coulées » cette option et le problème identitaire a été encore une fois repoussé pour plus tard. Dans la Yougoslavie communiste, le conflit entre les dirigeants croates et serbes pouvait poser de grands problèmes, ce qui les a décidés à considérer les musulmans, tout d'abord, comme Yougoslaves, ensuite comme groupe ethnique et, finalement, comme nation égale avec les autres nations slaves de la Fédération.

La naissance d'une nouvelle nation ne peut être considérée que comme un « brin de paille » tendu par les communistes pour éviter, ou plutôt repousser, le conflit entre religions, qui a eu lieu à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle. Les intentions des dirigeants musulmans, en optant pour une nationalité spécifique, étaient de préserver la République de Bosnie et Herzégovine, en premier temps, et ensuite de créer leur propre Etat. Le support de cet idée était au début, et est resté aujourd'hui, très fort, au sein des pays arabes membres du mouvements des non-alignés, mais ensuite beaucoup plus accentuée au sein de quelques pays avec des régimes islamistes. L'idée de la création d'un pays musulman en Europe fait peur aux voisins de la Bosnie et Herzégovine et oblige les Croates et les Serbes à prendre du recul par rapport à la consolidation politique de la République de Bosnie et Herzégovine créée par les Accords de Dayton. En même temps l'isolation des musulmans en Bosnie génère leur rapprochement avec les musulmans étrangers, pour la plupart favorables à l'idée de la création d'un Etat

musulman en Europe. Il serait très injuste de qualifier toute aide des pays musulmans vers la Bosnie et Herzégovine comme soutien des islamistes ; il s'agit quand même d'un fort mouvement de solidarité du monde musulman, auquel se sont ajoutés des groupes islamistes, surtout pendant les années de guerre quand la Bosnie et Herzégovine était devenue « une nouvelle terre de Djihad ».

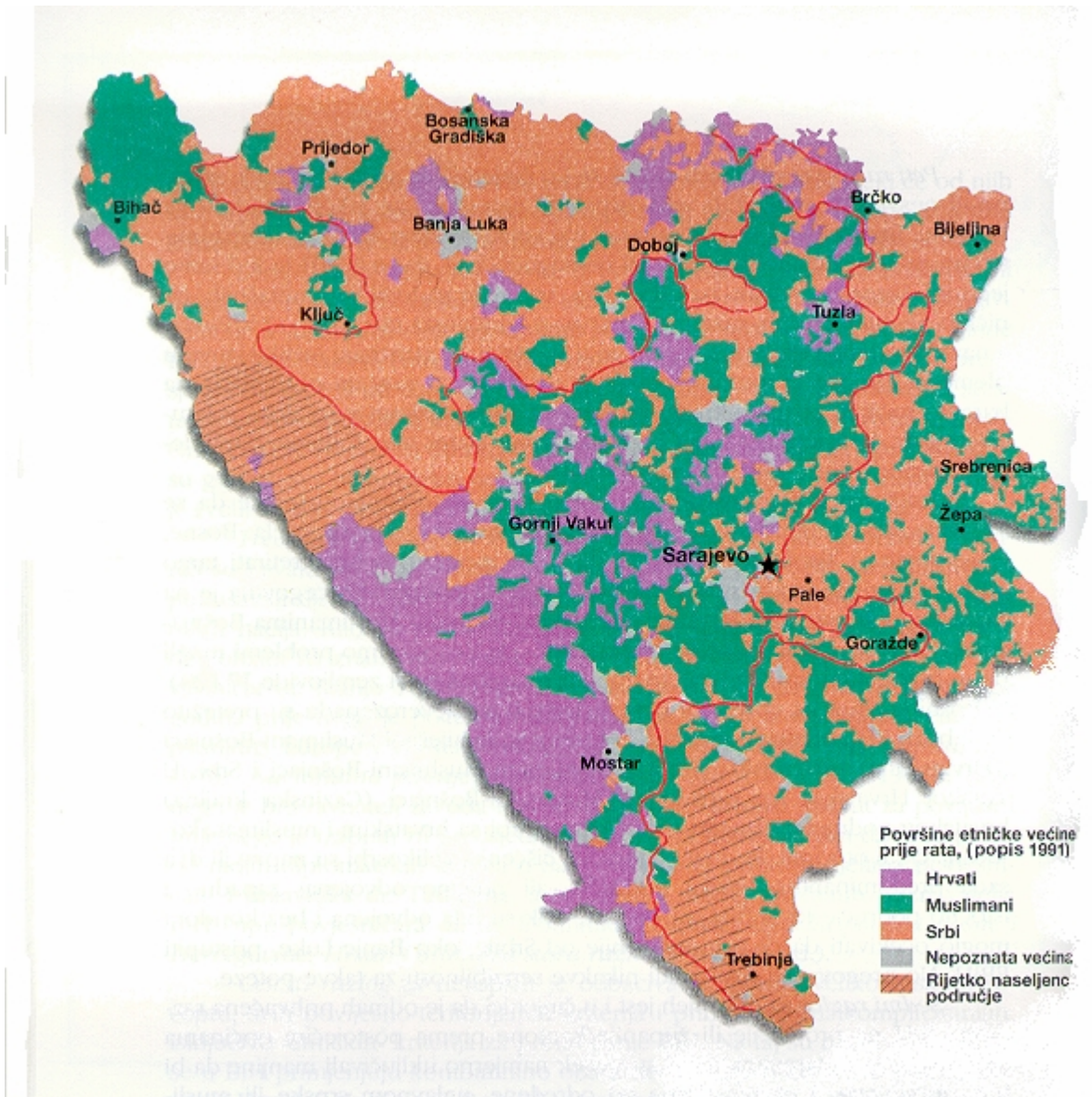
Les conséquences de la création de la nation musulmane sont assez importantes. Il n'est pas possible d'accuser la création d'une nation musulmane en Bosnie et Herzégovine de la guerre, néanmoins, l'existence d'une nouvelle nation dans les Balkans a compliqué la situation en Bosnie. Le territoire fut, depuis l'antiquité, un lieu de déchirure : de l'Empire romain et de la chrétienté (région où passait la frontière entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe). La Bosnie et Herzégovine connaissait des conflits très importants avant la reconnaissance de la nationalité musulmane. C'est à Sarajevo qu'a commencé la Première guerre mondiale. L'arrivée d'une troisième religion sur les Balkans a fait monter les antagonismes entre communautés. La Yougoslavie paraissait être la solution idéale pour apaiser les conflictualités et la création de la nationalité musulmane a créé un nouveau nationalisme, qui, ajouté aux nationalismes existants, a accéléré le début d'un conflit sans fin. Les guerres dans les Balkans ont transformée les frontières entre anciennes républiques yougoslaves en frontières entre pays. L'exception est la République de Bosnie et Herzégovine qui est divisée en deux entités avec la possibilité de se diviser en trois. La cohabitation des Croates et des Musulmans dans la Fédération de Bosnie et Herzégovine est imposée et elle ne montre pas de signe de longévité. Est-ce que la nouvelle nationalité en Bosnie et Herzégovine empêche de régler les problèmes dans le pays ? Faut-il supprimer cette nationalité pour enfin avoir la paix dans la région ? Ces questions apparaissent souvent ces derniers temps et elles ne diminuent pas du tout les hostilités qui peuvent se manifester entre les communautés en Bosnie et Herzégovine. Les Accords de Dayton ont arrêté la guerre mais ils n'ont pas effacé les haines entre communautés. Le partage de la Bosnie et Herzégovine c'est montré très injuste en donnant 49% du territoire à 30% des habitants, aux Serbes. En plus, ils ont confirmé que les Serbes avaient raison de commencer la guerre et de conquérir une grande partie du territoire. Ces dernières années, il y a eu des nouvelles propositions pour la Bosnie et Herzégovine, qui essayent de réparer cette injustice, en respectant la représentativité territoriale des communautés ethniques et confessionnelles du pays. La Bosnie et Herzégovine est un pays où existent trois religions, représentées comme trois nationalités, qui doivent apprendre à vivre ensemble, au moyen, entre autres, du rétablissement d'une économie d'échanges prospère. De plus, la laïcisation des programmes des partis politiques est nécessaire.

## CARTOGRAPHIE



### Carte 1 :


La Bosnie et Herzégovine avec les termes géographiques cités dans le texte



### **Carte 2:**

Carte communautaire de la Bosnie et Herzégovine de 1991 :

- Catholiques ou Croates
- Orthodoxes ou Serbes
- Musulmans

 Frontière entre la Fédération de Bosnie et Herzégovine et la République serbe de Bosnie

## **BIBLIOGRAPHIE :**

### **Cas général :**

- SELLIER André et Jean: Atlas des peuples d'Europe centrale, La Découverte, Paris, 1991  
 CASTELLAN Georges, L'histoire des Balkans, Fayard, 1991  
 ROUX Michel : Nations, Etats et territoires en Europe de l'Est et en U.R.S.S., L'Harmattan, Paris, 1992  
 GARDE Paul : Vie et mort de la Yougoslavie, Fayard, Paris, 1992  
 LEMARCHAND Philippe: L'Europe centrale et balkanique, Complexe, Bruxelles, 1995  
 BOTIVEAU Bernard / CESARI Jocelyne: Géopolitique des islams, Economica, Paris, 1997  
 REMOND René : Religion et société en Europe, Le Seuil, 1998  
 MUDRY Thierry : Histoire de la Bosnie-Herzégovine. Faits et controverses, Ellipses, Paris, 1999

### **Titres en croates :**

- PURIVATRA Atif: Nacionalni i politički razvitak Muslimana, Svjetlost, Sarajevo, 1972  
 PURIVATRA Atif: Jugoslavenska Muslimanska Organizacija, Svjetlost, Sarajevo, 1974  
 SULJEVIC Kasim: Nacionalnost Muslimana, Otokar Kersovani, Rijeka, 1981  
 BANAC Ivo: Nacionalno pitanje u Jugoslaviji, Globus, Zagreb, 1984  
 SANČEVIĆ Zdravko : Pogled u Bosnu, Naprijed, Zagreb, 1998

### **Encyclopédies :**

- Encyclopaedia UNIVERSALIS, Tome 16  
 Dictionnaire Encyclopédie QUILLET  
 Encyclopédie BORDAS Tome IV

### **Articles et contributions :**

- MAHFOUZ Imza : L'islam en Bosnie et Herzégovine, La revue du Monde Musulman, Paris, mai 1907  
 PRIGENT Eric : Bosnie : une guerre de cent ans ? La tribune du C.I.D. N° 14, Paris, 1998  
 CHAUPRADE Aymeric : La géopolitique des Balkans, Bulletin de documentation N°545, 6/2000  
 BOULANGER Philippe : La Bosnie et Herzégovine sous le joug de la mémoire, Défense Nationale, Paris, novembre 2000

CREATION DE LA NATIONALITE MUSULMANE  
EN BOSNIE ET HERZEGOVINE

## TABLE DES MATIERES

<b>SOMMAIRE</b> .....	2
<b>INTRODUCTION</b> .....	3
<b>PARTIE I :</b>	
<b>HISTOIRE CONFUSE ET CONFLICTUELLE</b> .....	5
1.1. LE ROYAUME DE BOSNIE:.....	5
1.2. L'ISLAMISATION DE LA BOSNIE ET HERZEGOVINE :.....	7
1.3. LA PREMIERE « COHABITATION » DES MUSULMANS:.....	11
1.4. LES CONFESSIONS DEVIENNENT NATIONS :.....	13
<b>PARTIE II :</b>	
<b>LE PRODUIT D'UNE « CUISINE » YOUGOSLAVE</b> .....	16
2.1. LES RELATIONS INTERCONFESSIONNELLES DE L'ENTRE DEUX GUERRE :.....	16
2.2. L'ORGANISATION MUSULMANE YOUGOSLAVE :.....	18
2.3. LES MUSULMANS DURANT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE :.....	19
2.4. LA TROISIEME ET « DERNIERE » YOUGOSLAVIE :.....	21
2.5. LES MUSULMANS DEVIENNENT NATION :.....	23
<b>PARTIE III :</b>	
<b>LA SITUATION ACTUELLE</b> .....	26
3.1. UNE NOUVELLE BOSNIE ET HERZEGOVINE :.....	26
3.2. LES ACCORDS DE DAYTON :.....	28
3.3. L'ISLAMISME EN BOSNIE ET HERZEGOVINE :.....	30
<b>CONCLUSION</b> .....	33
<b>CARTOGRAPHIE</b> .....	35
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> :.....	37
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	38
<b>NOTES</b> .....	39

## NOTES

- 
- <sup>1</sup> La plaine de Pannonie se trouve au nord de la Bosnie et Herzégovine est représentée le lieu où se trouvait l'ancienne Mer pannonienne
- <sup>2</sup> La Drina est un fleuve dans la partie est de la Bosnie et Herzégovine qui forme la frontière avec la Serbie
- <sup>3</sup> Poturi : « demi turc » - sobriquet donné par les Ottomans aux chrétiens de Bosnie et Herzégovine islamisés
- <sup>4</sup> Zimni : les « protégés », sujets non musulmans du Sultan, essentiellement les « Gens du Livre », juifs et chrétiens
- <sup>5</sup> Defter : registre fiscal établi par les Ottomans, cadastre
- <sup>6</sup> Sandjak : principale subdivision des provinces de l'Empire ottoman
- <sup>7</sup> Kadi : juge de première instance des juridictions islamiques et des juridictions tout court dans le monde contemporain
- <sup>8</sup> Le nom Bošnjak correspond à l'appellation turque des habitants du sandjak de Bosnie, quelque soit leur confession, et il est repris en 1993 pour l'appellation officielle des Musulmans de Bosnie et Herzégovine
- <sup>9</sup> Millet : communautés religieuses non musulmanes
- <sup>10</sup> Mufti : dignitaire religieux apte à délivrer un avis juridique, interprète officiel de la Charia
- <sup>11</sup> Charia : loi islamique. Elle comprend l'ensemble des prescriptions juridico-religieuses qui régissent de tout temps la communauté des croyants. La Loi repose sur l'autorité du Coran
- <sup>12</sup> Waqf : fondation pieuse musulmane
- <sup>13</sup> Reis-ul-uléma : chef des docteurs de loi islamique
- <sup>14</sup> Beys : seigneurs, propriétaires de terre, et chefs militaires
- <sup>15</sup> Le sigle J.M.O., que je vais utiliser dans la suite, est l'appellation croate du nom de l'organisation, Jugoslavenska Muslimanska Organizacija
- <sup>16</sup> Le sigle N.D.H vient de l'appellation en croate, Nezavisna Država Hrvatska, de l'Etat indépendant croate, Etat marionnette de l'Allemagne .
- <sup>17</sup> Oustachis : formation militaire de l'Etat indépendant croate, alliée aux forces allemandes, pendant la Deuxième guerre mondiale
- <sup>18</sup> Tchetsniks : formation militaire serbe qui servait sous le commandement du roi Pierre II au début de la Deuxième guerre mondiale, pour passer sous le commandement des Allemands pour combattre les partisans de Tito
- <sup>19</sup> Handjar : couteau turc
- <sup>20</sup> Josip Broz Tito : communiste d'origine croate qui, après avoir été condamné et emprisonné par le régime dictatorial du roi et après un exil en Union soviétique, devient en 1937 le secrétaire générale du Parti communiste yougoslave et, durant la guerre, la commandant d'une force antifasciste – les partisans
- <sup>21</sup> N.O.V.J. est le nom officiel des partisans de Tito et qui veut dire l'Armée populaire de libération de Yougoslavie
- <sup>22</sup> L'A.V.N.O.J., Antifašističko Vijeće Narodnog Oslobođenja Jugoslavije, était l'assemblée de représentants de toutes les nations slaves du sud qui était l'embryon du futur parlement yougoslave
- <sup>23</sup> Mekteb : école primaire musulmane
- <sup>24</sup> Tekke : couvent de derviches musulmans
- <sup>25</sup> Le H.V.O., Hrvatsko Vijeće Obrane, ou le Conseil de défense croate, a été créé en avril 1992, après la déclaration de l'indépendance de la Bosnie et Herzégovine
- <sup>26</sup> I.FOR., Intervention forces ou Forces d'interventions, est une force interalliée de l'O.T.A.N.
- <sup>27</sup> L'écriture bosančica est une des écritures inventées au début du moyen âge pour accélérer la christianisation des Slaves et elle ressemble à la glagoljica, utilisée en Croatie
- <sup>28</sup> Deux œuvres de Atif Purivatra se trouvent dans la bibliographie
- <sup>29</sup> Dans la « Déclaration islamique » ils énonçaient sans détours : « Notre but, l'islamisation des musulmans. Notre devise, croire et combattre »